

Tome 1.**Législation relative à la profession****Loi du 17 mars 2019 relative aux professions d'expert-comptable et de conseiller fiscal . . .**

Chapitre 1. Disposition générale 3

Chapitre 2. Définitions. 3

Chapitre 3. Activités professionnelles, port du titre et droit d'exercer ces activités. 4

*Section 1. Les activités professionnelles de l'expert-comptable certifié 4**Section 2. Port du titre d'expert-comptable certifié 4**Section 3. Autorisation d'exercer les activités professionnelles d'expert-comptable certifié 4**Section 4. Les activités professionnelles du conseiller fiscal certifié 4**Section 5. Port du titre de conseiller fiscal certifié 5**Section 6. L'expert-comptable et l'expert-comptable fiscaliste. 5*

Chapitre 4. Qualifications professionnelles pour l'octroi de la qualité. 5

*Section 1. L'octroi de la qualité d'expert-comptable certifié ou de conseiller fiscal certifié à une personne physique. 5**Section 2. Exigences de diplômes. 6**Section 3. Le stage 7**Sous-section 1. La période de stage 7**Sous-section 2. La commission de stage. 7**Section 4. Prestation de serment 7**Section 5. Inscription comme expert-comptable et expert-comptable fiscaliste et passage vers la qualité d'expert-comptable certifié et de conseiller fiscal certifié 8**Section 6. L'exercice temporaire et occasionnel 8**Section 7. Délivrance de la qualité aux personnes morales 8**Section 8. Le refus de la qualité aux personnes physiques et morales 9*

Chapitre 5. Le registre public 9

*Section 1. Inscription dans le registre public. 9**Section 2. Désinscription du registre public 10**Section 3. La réinscription dans le registre public. 10*

Chapitre 6. Exercice de la profession 11

*Section 1. Principe. 11**Section 2. Indépendance. 11**Section 3. Organisation des activités professionnelles. 11**Section 4. Compétence. 11**Section 5. Clients. 11**Section 6. Responsabilité 11**Section 7. Honoraires 11**Section 8. Incompatibilités et conflits d'intérêt 12**Section 9. Confidentialité. 12**Section 10. Relations avec l'Institut 12**Section 11. Cotisations 12*

Chapitre 7. Revue qualité. 12

Chapitre 8. L'Institut des Conseillers fiscaux et des Experts-comptables 13

*Section 1. Création 13**Section 2. Mission 13**Section 3. L'assemblée générale 13**Sous-section 1. Droit de vote 13*

Sous-section 2. Compétences 13

Sous-section 3. Modalités 14

Section 4. Le Conseil de l'Institut 14

Sous-section 1. Composition. 14

Sous-section 2. Compétences du Conseil de l'Institut 14

Sous-section 3. Compétences du comité exécutif 15

*Section 5. Les commissions 15**Section 6. Les commissaires 15**Section 7. Recettes. 15*

Chapitre 9. Du comité inter-instituts 15

Chapitre 10. Le Conseil supérieur des Professions économiques 15

Chapitre 11. Contrôle. 16

Section 1. Le rappel à l'ordre 16

Sous-section 1. Raisons pour un rappel à l'ordre 16

Sous-section 2. Procédure du rappel à l'ordre 16

Section 2. La discipline professionnelle 16

Sous-section 1. La commission de discipline 16

Sous-section 2. Les peines disciplinaires 16

Sous-section 3. La procédure disciplinaire. 17

Sous-section 4. L'effacement de la peine disciplinaire et la réhabilitation 17

Sous-section 5. Appel 18

*Section 3. Le retrait de la qualité et les autres sanctions administratives 18**Section 4. Dispositions pénales. 18*

Chapitre 12. Dispositions transitoires. 19

Chapitre 13. Dispositions finales 21

Arrêté royal du 11 septembre 2020 fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 17 mars 2019 relative aux professions d'expert-comptable et de conseiller fiscal et abrogeant la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales à l'exception de certaines dispositions 21

Arrêté royal du 11 septembre 2020 fixant les modalités du registre public de l'Institut des Conseillers fiscaux et des Experts-comptables, l'octroi de la qualité aux personnes de pays tiers et aux personnes morales, les règles de fonctionnement de l'Institut et les conditions d'assurance professionnelle 21

*Titre 1. Définitions 21**Titre 2. Le registre public, l'octroi de la qualité aux personnes physiques de pays tiers et aux personnes morales 22*

Chapitre 1. Le registre public 22

*Section 1. Champ d'application 22**Section 2. Inscription au registre public. 22*

Sous-section 1. Inscription des stagiaires. 22

Sous-section 2. Inscription des autres personnes physiques. 22

Sous-section 3. Inscription comme expert-comptable et expert-comptable fiscaliste 23

Sous-section 4. Inscription de l'exercice temporaire et occasionnel	23	<i>Section 4. Organisation et modalités de l'examen d'admission</i>	34
Sous-section 5. Inscription d'une personne morale	23	Chapitre 5. Le stage	34
<i>Section 3. La tenue et la conservation des données dans le registre public</i>	23	<i>Section 1. La convention de stage</i>	34
<i>Section 4. La tenue d'autres données</i>	24	Sous-section 1. Généralités	34
<i>Section 5. Désinscription du registre public</i>	24	Sous-section 2. Contenu de la convention de stage	34
<i>Section 6. L'omission du registre public</i>	24	Sous-section 3. La fin de la convention de stage	35
<i>Section 7. La réinscription dans le registre public</i>	25	<i>Section 2. Obligations du stagiaire</i>	35
Chapitre 2. Expert-comptables et conseillers fiscaux, personnes physiques, d'un pays tiers	25	<i>Section 3. Obligations du maître de stage</i>	36
<i>Section 1. Conditions d'octroi de la qualité aux personnes physiques des pays tiers</i>	25	<i>Section 4. Durée du stage</i>	36
<i>Section 2. Procédure d'octroi de la qualité aux personnes physiques d'un pays tiers</i>	25	<i>Section 5. L'omission du registre public</i>	36
Chapitre 3. Personnes morales d'un état membre ou d'un pays tiers	26	Chapitre 6. L'examen d'aptitude	37
<i>Section 1. Conditions d'octroi de la qualité à une personne morale d'un état membre</i>	26	<i>Section 1. Accès à l'examen d'aptitude</i>	37
<i>Section 2. Conditions d'octroi de la qualité à une personne morale d'un pays tiers</i>	26	<i>Section 2. Contenu de l'examen d'aptitude</i>	37
<i>Section 3. Conditions d'octroi pour des personnes morales de stagiaires</i>	26	Sous-section 1. L'examen d'aptitude pour les stagiaires	37
Titre 3. Information et procédure en ligne	27	Sous-section 2. L'examen d'aptitude pour les professionnels et les personnes visées aux articles 14, 21 et 22 de la loi	37
Titre 4. Cotisations	27	<i>Section 3. Modalités et organisation de l'examen d'aptitude</i>	37
Titre 5. Règlement d'ordre intérieur	27	Chapitre 7. La fin du stage	38
Chapitre 1. L'assemblée générale	27	Chapitre 8. Epreuve d'aptitude pour des qualifications professionnelles acquises dans un autre état membre	39
Chapitre 2. Le conseil de l'institut	28	Chapitre 9. La commission de stage	39
<i>Section 1. Nomination des membres du Conseil</i>	28	<i>Section 1. Composition et fonctionnement</i>	39
<i>Section 2. Fin du mandat de membre du Conseil</i>	28	Sous-section 1. Composition	39
<i>Section 3. Fonctionnement du Conseil</i>	28	Sous-section 2. Fonctionnement de la commission de stage	39
<i>Section 4. Délégation des compétences</i>	28	<i>Section 2. Missions</i>	40
<i>Section 5. Le secrétaire</i>	28	Chapitre 10. Dispositions finales	40
<i>Section 6. Le trésorier</i>	28	Annexe 1. Matières concernant le stage d'expert-comptable certifié et le stage de conseiller fiscal certifié	41
<i>Section 7. Rémunération des membres du Conseil et des commissions</i>	29	Annexe 2. Crédits pour des dispenses des matières de l'examen d'admission pour le stage d'expert-comptable certifié et pour le stage de conseiller fiscal certifié	41
<i>Section 8. Le conseil de transition</i>	29		
Chapitre 3. Les comptes annuels et le budget	29	Loi relative du 18 septembre 2017 à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces	42
Chapitre 4. Les commissaires	29	Livre 1. Dispositions générales	42
Chapitre 5. Procédure de l'instruction disciplinaire et devant les instances disciplinaires	29	<i>Titre 1. Objet, champ d'application et définitions</i>	42
<i>Titre 6. Conditions minimales pour l'assurance responsabilité civile professionnelle</i>	31	<i>Titre 2. Approche fondée sur les risques</i>	50
<i>Titre 7. Délais</i>	31	Livre 2. Obligations des entités assujetties en matière de prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme	50
<i>Titre 8. Dispositions finales</i>	31	<i>Titre 1. Organisation et contrôle interne</i>	50
Arrêté royal du 11 septembre 2020 relatif à la formation professionnelle des experts-comptables et des conseillers fiscaux	32	Chapitre 1. Organisation et contrôle interne au sein des entités assujetties	50
Chapitre 1. Définitions	32	Chapitre 2. Organisation et contrôle interne au sein des groupes	51
Chapitre 2. Principes généraux	32		
Chapitre 3. Inscription administrative	33		
Chapitre 4. L'examen d'admission	33		
<i>Section 1. Contenu de l'examen d'admission</i>	33		
<i>Section 2. Dispense de matières à l'examen d'admission</i>	33		
<i>Section 3. Le dossier individuel de demande de dispenses de matières</i>	33		

Titre 2. Evaluation globale des risques	51	Chapitre 5. Pouvoirs de contrôle de l'Administration de la Trésorerie et mesures de contrôle du ministre des Finances et du ministre compétent pour bpost.	74
Titre 3. Vigilance à l'égard de la clientèle et des opérations	52	Chapitre 6. Pouvoirs et mesures de contrôle de la Commission des jeux de hasard	75
Chapitre 1. Obligations générales de vigilance	52	[Chapitre 6/1. Pouvoirs et mesures de contrôle du Collège de supervision des réviseurs d'entreprises] .	75
Section 1. Dispositions générales.	52	Chapitre 7. Pouvoirs et mesures de contrôle des autres autorités de contrôle	76
Section 2. Obligations d'identification et de vérification de l'identité	52	Titre 5. [Secret professionnel et coopération]	76
Sous-section 1. Personnes à identifier.	52	[Chapitre 1. Dispositions communes]	76
Sous-section 2. Objet de l'identification et de la vérification de l'identité	53	[Chapitre 2. Coopération nationale]	77
Sous-section 3. Moment de l'identification et de la vérification de l'identité	55	Section 1. [Coopération nationale entre les autorités de contrôle et entre les autorités de contrôle et la CTIF]	77
Sous-section 4. Non-respect de l'obligation d'identification et de vérification de l'identité.	55	[Section 2. Coopération nationale entre les autorités de contrôle dans le domaine financier et les autorités de supervision]	77
Section 3. Obligation d'identification des caractéristiques du client et de l'objet et la nature de la relation d'affaires ou de l'opération occasionnelle.	55	[Section 3. Coopération nationale entre les autorités de contrôle et l'autorité responsable de la surveillance des marchés financiers]	77
Section 4. Obligation de vigilance [à l'égard des relations d'affaires et des opérations occasionnelles]	56	Chapitre 3. [Coopération internationale]	77
Chapitre 2. Cas particuliers de vigilance accrue	56	Section 1. [Coopération de la Cellule de traitement des informations financières avec les autres cellules de renseignement financier]	77
Chapitre 3. Exécution des obligations de vigilance par des tiers introducteurs	58	Section 2. [Coopération des autorités de contrôle avec les autorités de contrôle étrangères]	78
Titre 4. Analyse des opérations atypiques et déclaration de soupçons	59	[Section 3. Coopération internationale entre les autorités de contrôle dans le domaine financier et les autorités de supervision]	79
Chapitre 1. Analyse des opérations atypiques	59	Section 4. [Coopération internationale entre les autorités de contrôle et les autorités responsable de la surveillance des marchés financiers]	80
Chapitre 2. Déclaration de soupçons.	59	[Section 5. Coopération internationale des autorités de contrôle avec les AES]	80
Section 1. Obligations de déclaration de soupçons et de communication de renseignements complémentaires à la Cellule de traitement des informations financières.	59	Livre 5. Sanctions.	80
Section 2. Interdiction de divulgation	60	Titre 1. Sanctions administratives.	80
Section 3. Protection des déclarants	61	Titre 2. Sanctions pénales	82
Section 4. Conservation [...] des données et documents	61	Livre 6. Dispositions diverses, modificatives, abrogatoires et transitoires.	82
Livre 2/1. [Traitement et protection des données à caractère personnel].	62	Titre 1. Dispositions diverses	82
Livre 3. Limitation de l'utilisation des espèces	63	Titre 2. Dispositions modificatives	83
Livre 4. Autorités compétentes	64	Chapitre 1. Modifications du Code d'Instruction criminelle	83
Titre 1. Evaluation nationale des risques.	64	Chapitre 2. Modifications de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes	83
Titre 2. Registre des bénéficiaires effectifs.	65	Chapitre 3. Modifications de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux .	83
Titre 3. La cellule de traitement des informations financières	65	Chapitre 4. Modifications de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel .	83
Chapitre 1. Dispositions générales.	65	Chapitre 5. Modifications de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique	83
Chapitre 2. Compétences et pouvoirs	66		
Titre 4. Autorités de contrôle.	69		
Chapitre 1. Dispositions générales.	69		
Chapitre 2. Pouvoirs et mesures de contrôle de la Banque nationale de Belgique	71		
Chapitre 3. Pouvoirs et mesures de contrôle de l'Autorité des services et marchés financiers.	73		
Chapitre 4. Pouvoirs et mesures de contrôle du Service Public Fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie	74		
Section 1. Pouvoirs et mesures de contrôle concernant les entités assujetties visées à l'article 5, § 1er, 21°, et 29° [à 31°/5].	74		
Section 2. Pouvoirs de contrôle concernant la limitation de l'utilisation des espèces	74		

Chapitre 6. Modifications de la loi organique du 30 novembre 1998 des services de renseignement et de sécurité	84	Chapitre 22. Modifications de la loi du 21 juillet 2016 visant à instaurer un système permanent de régularisation fiscale et sociale	87
Chapitre 7. Modifications de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales	84	Titre 3. Dispositions abrogatoires	87
Chapitre 8. Modifications de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs	84	Titre 4. Dispositions transitoires	88
Chapitre 9. Modifications du Code des Sociétés	84	Annexes	88
Chapitre 10. Modifications de la loi du 28 février 2002 organisant l'établissement de la balance des paiements, de la position extérieure globale et des statistiques du commerce international des services et des investissements directs étrangers de la Belgique et portant modification de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes et de diverses dispositions légales	85	Annexe 1	88
Chapitre 11. Modifications de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers	85	Annexe 2	88
Chapitre 12. Modifications de la loi du 26 mars 2003 portant création d'un Organe central pour la Saisie et la Confiscation et portant des dispositions sur la gestion à valeur constante des biens saisis et sur l'exécution de certaines sanctions patrimoniales	85	Annexe 3	88
Chapitre 13. Modifications de la loi du 19 novembre 2004 instaurant une taxe sur les opérations de change de devises, de billets de banque et de monnaies	85	[Annexe 4	89
Chapitre 14. Modifications de la loi du 22 mars 2006 relative à l'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement et à la distribution d'instruments financiers	86		
Chapitre 15. Modifications de la loi du 20 juillet 2006 portant des dispositions diverses	86		
Chapitre 16. Modifications de la loi du 21 décembre 2009 relative au statut des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement, à l'activité d'émission de monnaie électronique et à l'accès aux systèmes de paiement	86		
Chapitre 17. Modifications de la loi du 11 février 2013 organisant la profession d'agent immobilier	86		
Chapitre 18. Modifications du Code de droit économique	87		
Chapitre 19. Modifications de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances	87		
Chapitre 20. Modifications de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse	87		
Chapitre 21. Modifications de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des planificateurs financiers indépendants et à la fourniture de consultations en planification par des entreprises réglementées et modifiant le Code des sociétés et la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers	87		
		Tome 2.	
		Fiscalité	
		A. Législation fédérale	93
		Les impôts sur les revenus	93
		Code des Impôts sur les Revenus 1992 – Exercice d'imposition 2021 (Revenus 2020)	93
		Titre I. Des divers impôts sur les revenus – définitions	93
		Titre II. Impôt des personnes physiques	100
		Chapitre I. Personnes assujetties à l'impôt	100
		Chapitre II. Assiette de l'impôt	101
		Section I. Définition générale du revenu imposable	101
		Section II. Revenu des biens immobiliers	101
		Sous-section I. Revenus imposables	101
		Sous-section II. Revenus exonérés	102
		Sous-section III. Détermination du revenu net	103
		Sous-section IV. Déduction pour habitation	103
		Section III. Revenu des capitaux et biens mobiliers	103
		Sous-section I. Définition	103
		Sous-section II. Revenus non imposables au titre de revenus des capitaux et biens mobiliers	107
		Sous-section III. Détermination du revenu net	109
		Section IV. Revenu professionnel	109
		Sous-section I. Revenus imposables	109
		Sous-section II. Revenus exonérés	117
		Sous-section III. Détermination du revenu net	129
		Sous-section IV. Attribution et imputation d'une quote-part des revenus professionnels au conjoint	143
		Section V. Revenus divers	144
		Sous-section I. Définition	144
		Sous-section II. Détermination du revenu net	148
		Sous-section III. Pertes déductibles	149
		Section VI. Dépenses déductibles	150
		Section VII. Imposition commune des conjoints et des cohabitants légaux	151
		[Section VIII. Limitation des avantages en proportion de la durée de la période imposable]	151
		Chapitre III. Calcul de l'impôt	152
		Section I. Régime ordinaire de taxation	152
		Sous-section I. Tarif d'imposition	152
		Sous-section II. Quotité du revenu exemptée d'impôt	152
		Sous-section IIbis. Réduction pour épargne à long terme	156

Sous-section IIter. [...]	162	Sous-section IIlbis. Réduction pour rémunérations suite à la prestation de travail supplémentaire donnant droit à un sursalaire	199
Sous-section IIquater. Réduction pour dépenses payées pour des prestations dans le cadre des agences locales pour l'emploi et pour des prestations payées avec des titres-services autres que des titres-services sociaux	163	Sous-section IV. Réduction pour revenus d'origine étrangère	200
Sous-section IIquinquies. Réduction pour des dépenses faites en vue d'économiser l'énergie dans une habitation	164	Sous-section IVbis. Conversion de réductions en un crédit d'impôt remboursable	200
Sous-section IIsexies. Réduction pour les dépenses de rénovation d'habitations situées dans une zone d'action positive des grandes villes	165	Sous-section V. Majoration en cas d'absence ou d'insuffisance de versement anticipé	201
Sous-section IIsepties. [Réduction pour l'acquisition de nouvelles actions ou parts d'entreprises qui débutent – Reprise de la réduction d'impôt]	165	[Sous-section VI. Majoration en cas de dépassement de l'intensité maximale de l'aide suite à la rétro-déduction des pertes professionnelles]	202
[Sous-section IIsepties/1. Réduction pour moins-values actées à l'occasion du partage total de l'avoir social d'une pricaf privée]	168	Section II. Régimes spéciaux de taxation	202
Sous-section IIocties. [Réduction pour l'acquisition de nouvelles actions ou parts d'entreprises en croissance – Reprise de la réduction]	168	Sous-section I. Conversion en rente viagère de certains capitaux, allocations et valeurs de rachat	202
Sous-section IIononies. Réduction pour les dépenses faites en vue d'acquérir un véhicule électrique ou en vue de l'installation d'une borne de rechargement de véhicules électriques	170	Sous-section II. Impositions distinctes	203
Sous-section IIdecies. [...]	171	Sous-section III. [Limitation des avantages en proportion de la durée de la période imposable]	208
Sous-section IIundecies. Réduction pour les dépenses de rénovation d'habitations données en location à un loyer modéré	171	Section III. Bonification pour versement anticipé de l'impôt	208
Sous-section IIduodécies. Réduction pour les dépenses de sécurisation des habitations contre le vol ou l'incendie	172	Section IV. Indexation annuelle	208
Sous-section IIterdecies. Réduction pour les dépenses consacrées à un fonds de développement – Reprise de la réduction	172	[Section V. Imputation des réductions d'impôt et des diminutions d'impôt]	212
Sous-section IIquaterdecies. Réduction pour libéralités	172	Titre III. Impôt des sociétés	213
Sous-section IIquinquedecies. Réduction d'impôt pour les rémunérations d'un employé de maison	174	Chapitre I. Sociétés assujetties à l'impôt	213
Sous-section IIsexdecies. Réduction d'impôt pour garde d'enfant	174	Chapitre II. Assiette de l'impôt	215
Sous-section IIseptdecies. Réduction d'impôt pour l'entretien et la restauration de monuments et sites classés	175	Section I. Dispositions générales	215
[Sous-section IIoctodecies. Réductions d'impôt pour l'habitation propre]	176	Section II. Base de l'impôt	219
[Sous-section IInovodécies. Réduction d'impôt pour des dépenses pour l'isolation du toit]	195	Section III. Revenus exonérés	224
[Sous-section IIvicies. Réduction pour les dépenses exposées dans le cadre d'une procédure d'adoption]	196	Sous-section I. Régime des plus-values	224
[Sous-section IIvicies semel. Réduction pour primes pour une assurance protection juridique]	196	Sous-section Ibis. Mesures d'aide régionales exonérées	226
Sous-section III. Réduction pour pensions et revenus de remplacement	196	[Sous-section Ibis. Entreprises d'insertion]	226
		Sous-section II. [Provisions exonérées]	227
		Sous-section III. Provisions techniques des entreprises d'assurances	227
		Sous-section IV. [Entreprises qui, dans le cadre d'un régime du tax shelter, investissent dans une convention-cadre pour la production d'une oeuvre audiovisuelle, d'une oeuvre scénique ou d'un jeu vidéo]	227
		Sous-section V. Réserve d'investissement	233
		[Sous-section V/1. Réserve de reconstitution]	234
		[Sous-section VI. Revenus d'innovation exonérés]	235
		[Sous-section VII. Exonérations spécifiques]	236
		[Sous-section VIII. Exonération en vue de renforcer la solvabilité et les fonds propres des sociétés suite à la pandémie du COVID-19]	236
		Section IV. Détermination du montant net du revenu	237
		Sous-section I. Frais professionnels	237
		Sous-section II. Déduction des revenus exonérés	243
		Sous-section III. Revenus déductibles des bénéfices imposables	244
		Sous-section IIlbis. [Déduction pour revenus d'innovation]	248
		[Sous-section IIlbis/1. Déduction des transferts intra-groupe]	250

Sous-section IIIter. Déduction pour capital à risque	251	Section V. [Limites d'imputation du précompte mobilier, de la quotité forfaitaire d'impôt étranger et des crédits d'impôt]	313
Sous-section IV. Pertes antérieures	254	Section VI. Précompte professionnel	315
Sous-section V. Dispositions communes aux déductions visées aux articles 199 à 206	255	Titre VII. [Etablissement et perception des impôts].	315
Section V. <i>Dissolution et liquidation</i>	256	Chapitre I. Dispositions générales	315
Chapitre III. Calcul de l'impôt	260	Chapitre II. La déclaration	317
Section I. <i>Régime ordinaire de taxation</i>	260	Section I. Déclaration en matière d'impôt des personnes physiques, d'impôt des sociétés, d'impôt des personnes morales ou d'impôt des non-résidents	317
Sous-section I. Tarif d'imposition	260	Section II. Déclaration en matière de précompte mobilier ou de précompte professionnel	321
Sous-section II. [...]	262	Section III. Dispense de déclaration de certains revenus de capitaux mobiliers et de certains revenus divers	321
Sous-section III. Majoration en cas d'absence ou d'insuffisance de versement anticipé	262	Section IV. Identification des contribuables	322
[Sous-section IV. Majoration en cas de dépassement de l'intensité maximale de l'aide suite à la rétro-déduction des pertes professionnelles]	263	Section V. Force probante des déclarations	323
Section II. <i>Cotisations distinctes</i>	263	Chapitre III. Investigations et contrôle	323
Titre IV. Impôt des personnes morales.	265	Section I. Obligations du contribuable	323
Chapitre I. Personnes morales assujetties à l'impôt	265	[Section I/1. Obligations complémentaires de déclaration en matière de prix de transfert]	326
Chapitre II. Assiette de l'impôt	266	Section Ibis. Obligation particulière des organismes de placement collectif	329
Chapitre III. Calcul de l'impôt	267	[Section Iter. Obligations des organismes de pensions]	329
Titre V. Impôt des non-résidents.	268	Section II. Obligations des tiers	329
Chapitre I. Personnes assujetties à l'impôt	268	[Section II/1. Obligations complémentaires de déclaration pour les intermédiaires et les contribuables concernés en matière de dispositifs transfrontières]	331
Chapitre II. Assiette de l'impôt	268	Section III. Obligations des services, établissements et organismes publics	335
Section I. <i>Revenus imposables</i>	268	Section IV. Dispositions communes aux investigations à l'égard du contribuable et des tiers	336
Section II. <i>Revenus exonérés</i>	272	Section V. Dispositions communes à tous les impôts	337
Chapitre III. Globalisation de certains revenus	275	Section VI. Secret professionnel	338
Section I. <i>Critère d'imposition</i>	275	Section VII. Assistance mutuelle	339
Section II. <i>Détermination du montant net des revenus globalisables</i>	276	Chapitre IV. Moyens de preuve de l'administration	346
Section III. <i>Dépenses déductibles</i>	278	Chapitre V. Procédure de taxation	348
Chapitre IV. Calcul de l'impôt	278	Section I. Rectification de la déclaration	348
[Chapitre V. Application des règles d'imposition régionales]	281	Section II. Taxation d'office	349
Titre VI. Dispositions communes aux quatre impôts	283	Chapitre VI. Imposition	349
Chapitre I. Versement de l'impôt par voie de précomptes	283	Section I. Délais d'imposition	349
Section I. <i>Dispositions générales</i>	283	Section II. Exercice d'imposition et période imposable	352
Section II. <i>Précompte immobilier</i>	283	Section III. Imposition dans le chef de la société absorbante ou bénéficiaire	354
Section III. <i>Précompte mobilier</i>	289	Chapitre VII. Voies de recours	354
Sous-section I. Redevables du précompte	289	Section I. <i>Recours administratif</i>	354
Sous-section II. Exemption du précompte et renonciation à celui-ci	291	Section II. <i>Dispositions particulières en matière de recours judiciaire</i>	360
Sous-section III. Exigibilité du précompte	294	Chapitre VIII. [Respect de l'obligation de retenue, délai de paiement et intérêts]	360
Sous-section IV. Calcul du précompte	295	[Section I. [Respect de l'obligation de retenue]	360
Section IV. <i>Précompte professionnel</i>	296	Section II. [...]	361
Chapitre II. Imputation des précomptes	309	Section III. [...]	361
Section I. <i>Dispositions générales</i>	309	Section IV. Exigibilité des précomptes et des impôts	362
Section II. <i>Précompte immobilier</i>	309	Section IVbis. [...]	365
Section III. <i>Précompte mobilier</i>	309	Section V. <i>Intérêts</i>	365
Section IIIbis. [...]	310	Sous-section I. Intérêts de retard	365
Section IV. <i>Quotité forfaitaire d'impôt étranger</i>	310	Sous-section II. Intérêts moratoires	366
Section IVbis. <i>Crédit[s] d'impôt</i>	311	Chapitre IX. [...]	367
Sous-section I. Crédit d'impôt pour les contribuables personnes physiques	311		
Sous-section II. Crédit d'impôt pour les contribuables sociétés	313		

Section I-II. [...]	367	[Section IIbis. Intérêts de nouveaux prêts conclus en dehors de l'activité professionnelle du prêteur]	398
Section III. [...]	367		
Section IV. [...]	368	[Section IIter. Montant de la première tranche de dividendes visée à l'article 21, alinéa 1er, 14° du Code des impôts sur les revenus 1992]	398
Section V. [...]	371		
Chapitre IXbis. [...]	371	Section III. Evaluation forfaitaire des frais déductibles du revenu brut de la location, de l'affermage, de l'usage et de la concession de tous biens mobiliers et de droits d'auteur	398
Chapitre X. Sanctions	371		
Section I. Sanctions administratives	371	Section IV. Détermination du montant net des revenus professionnels	399
Sous-section I. Accroissements d'impôts	371		
Sous-section II. Amende administrative	372	Section V. Régime d'option des [sociétés agréées comme entreprise agricole visées à l'article 8:2 du Code des sociétés et des associations qui ont la forme d'une société en nom collectif ou d'une société en commandite]	400
Sous-section III. Perte du droit de représenter les contribuables	373		
Section II. Sanctions pénales	373	Section VI. Rémunérations des travailleurs rémunérés totalement, principalement ou accessoirement au pour-boire – Minimum de rémunération imposable	400
Titre VIIbis. [...]	376		
Titre VIII. Attributions aux provinces, aux agglomérations et aux communes	376	Section VII. Evaluation forfaitaire des avantages de toute nature obtenus autrement qu'en espèces	401
Chapitre I. Dispositions générales	376		
Chapitre II. Taxes additionnelles	376	Section VIII. [Véhicule correspondant]	405
Chapitre III. Règles particulières de recouvrement	377		
Titre IX. Le revenu cadastral des biens immobiliers	378	Section VIIIbis. Exonération des plus-values réalisées sur certains véhicules d'entreprise	405
Chapitre I. Définition du revenu cadastral	378		
Chapitre II. Détermination du revenu cadastral	379	Section VIIIter. Exonération des plus-values réalisées sur certains bateaux de navigation intérieure	405
Section I. Dispositions générales	379		
Section II. Déclarations des contribuables et droits d'investigation de l'administration	379	Section IX. Limites et conditions d'exonération fiscale des réductions de valeur et des provisions pour risques et charges	406
Section III. Immeubles bâtis	379		
Section IV. Immeubles non bâtis	379	Section IXbis. Exonération des bénéfices provenant de moins-values actées à la suite de l'homologation d'un plan de réorganisation ou à la suite de la constatation d'un accord amiable	407
Section V. Matériel et outillage	380		
Section VI. Epoque de référence	380	Section X. Déduction forfaitaire au titre de frais professionnels exceptionnels résultant de l'éloignement du domicile par rapport au lieu de travail	407
Chapitre III. Epoque de fixation et entrée en vigueur des revenus cadastraux	380		
Section I. Péréquation générale des revenus cadastraux	380	Section XI. [...]	407
Section II. Révisions des revenus cadastraux	381		
Section III. Evaluations et réévaluations des revenus cadastraux	381	Section XII. Justification de certains frais professionnels	407
Chapitre IV. Notification des revenus cadastraux	382		
Chapitre V. Réclamation contre le revenu cadastral	382	Section XIII. Cotisations et primes patronales visées à l'article 52, 3°, b	408
Section I. Droit de réclamation	382		
Section II. Conditions de validité de la réclamation	382	Section XIV. Amortissements dégressifs	409
Section III. Procédure d'instruction des réclamations	382		
Section IV. Effets des réclamations	383	Section XIVbis. Frais professionnels afférents aux déplacements entre le domicile et le lieu du travail	410
Chapitre VI. Conservation et tenue au courant des documents cadastraux	383		
Titre X. Dispositions transitoires	383	Section XV. Exonération pour personnel supplémentaire affecté en Belgique [...] à l'exportation et à la gestion intégrale de la qualité	410
Arrêté royal Code des impôts sur les revenus	396	Section XVbis. Stage en entreprise	411
		[Section XVter. Passif social en vertu du statut unique]	411
Arrêté royal d'exécution du 27 août 1993 du Code des impôts sur les revenus 1992 – Exercice d'imposition 2021 (Revenus 2020)	396	Section XVI. Déduction pour investissement	411
Chapitre I. Assiette et calcul de l'impôt	396		
Section I. Revenu cadastral – Coefficient de revalorisation	396	[Section XVI/1. Rétro-déduction des pertes professionnelles]	415
Section Ibis. Définition du taux annuel en vue de calculer le revenu imposable des parts de certains organismes de placement collectif lorsque la composante d'intérêts n'est pas déterminée	397		
Section II. Conditions fiscales en matière de dépôts d'épargne	397	Section XVII. [...]	416
		Section XVIII. Exonération des prix et subsides payés ou attribués à des savants, des écrivains ou des artistes	416
		Section XVIII/1. [Economie collaborative - Conditions d'octroi et de maintien de l'agrément des plateformes électroniques - Document à établir annuellement par les plateformes électroniques agréées]	417
		Section XIX. Plus-values sur immeubles	418

Section XX. [...]	419	[Section XXVundecies/6. Réduction d'impôt pour les frais d'adoption (Code des impôts sur les revenus 1992, article 145/48)]	432
Section XXI. Imputation des dépenses déductibles de l'ensemble des revenus nets	419	Section XXVundecies/7. Réduction d'impôt pour primes pour une [assurance protection juridique].	432
Section XXII. [...]	419	[Section XXVundecies/8. Montant de la réduction additionnelle pour pensions et autres revenus de remplacement visée à l'article 147, alinéa 1er, 1°, du Code des impôts sur les revenus 1992]	433
Section XXIII. [...]	419	Section XXVduodecies. Réduction pour rémunérations suite à la prestation de travail supplémentaire donnant droit à un sursalaire	433
Section XXIV. [...]	419	Section XXVI. Versements anticipés – Majoration d'impôt – Bonification	433
Section XXV. Imputation des pertes de l'un des conjoints sur les revenus de l'autre conjoint.	419	Section XXVII. Conversion en rente de capitaux et valeurs de rachat	435
Section XXVbis. Cotisations et primes personnelles payées par l'employeur ou par l'entreprise	420	Section XXVIIbis. Conditions et limites d'exonération des provisions techniques	435
[Section XXVbis/1. Cotisations et primes payées pour une pension complémentaire pour indépendants (article 145/3/1 du Code des impôts sur les revenus 1992)]	420	Section XXVIIbis/1. Modalités et conditions de la procédure d'agrément des sociétés de production et des intermédiaires éligibles	435
Section XXVter. Conditions et modalités d'application de la réduction pour épargne à long terme en ce qui concerne les primes d'assurances-vie individuelles et les sommes affectées à l'amortissement ou à la reconstitution d'emprunts hypothécaires	420	Sous-section I. Champ d'application.	435
Section XXVquater. Réduction pour épargne-pension – Montant maximal – Informations à fournir en matière de paiements pour épargne-pension	421	Sous-section II. Demande d'agrément	435
Section XXVquinquies. Conditions d'octroi et de maintien de l'agrément des fonds d'épargne-pension.	421	Sous-section III. Durée de l'agrément	436
Section XXVsexies. Réduction pour dépenses payées pour des prestations dans le cadre des agences locales pour l'emploi et pour des prestations payées avec des titres-services	422	Sous-sections IV. Retrait de l'agrément	436
Section XXVsepties. Réduction pour des dépenses faites en vue d'économiser l'énergie dans une habitation	423	Sous-section V. Listes des sociétés de production et des intermédiaires éligibles	437
Section XXVocties. Réduction pour les dépenses de rénovation d'habitations situées dans une zone d'action positive des grandes villes.	424	[Sous-section VI. Autorité compétente de l'Etat fédéral]	437
[Section XXVocties/1. Réduction pour l'acquisition de nouvelles actions ou parts d'entreprises qui débutent - Reprise de la réduction d'impôt]	424	[Section XXVIIbis/2. Limitation de la déduction d'intérêts]	438
[Section XXVocties/2. Réduction pour moins-values actées à l'occasion du partage total de l'avoir social d'une pricaf privée]	424	[Sous-section I. Détermination des coûts et produits économiquement similaires à des intérêts visés à l'article 198/1, § 2, alinéas 1er et 3, du Code des impôts sur les revenus 1992]	438
[Section XXVocties/3. Réduction pour l'acquisition de nouvelles actions ou parts d'entreprises en croissance - Reprise de la réduction d'impôt]	425	[Sous-section II. Règles particulières relatives à l'exclusion des emprunts conclus avant le 17 juin 2016 et l'exclusion des emprunts conclus en exécution d'un projet de partenariat public-privé]	438
Section XXVnonies. Réduction pour les dépenses faites en vue d'acquérir à l'état neuf un véhicule électrique	425	[Sous-section III. Règles particulières applicables dans le cas où le contribuable fait partie d'un groupe de sociétés]	439
Section XXVdecies. Réduction pour les dépenses de rénovation d'habitations données en location à un loyer modéré	425	[Sous-section IV. Détermination du modèle de relevé pour l'exonération des surcoûts d'emprunt non considérés comme frais professionnels d'une période imposable antérieure et pour la convention de déduction d'intérêts]	440
Section XXVundecies. Réduction pour les dépenses faites en vue de sécuriser une habitation contre le vol ou l'incendie	426	Section XXVIIter. Modalités d'investissement dans le cadre de la réserve d'investissement en cas d'apport d'une branche d'activité ou d'une universalité de biens, ou en cas de fusion ou de scission.	440
[Section XXVundecies/1. Réduction pour libéralités].	426	Section XXVIIquater. Revenus définitivement taxés	440
[Section XXVundecies/2. Réduction d'impôt pour garde d'enfants].	429	[Section XXVIIquater/1. Déduction pour revenus d'innovation]	441
[Section XXVundecies/3. Réduction d'impôt pour l'entretien et la restauration de monuments et sites classés]	429	[Section XXVIIquater/1/1. Déduction du transfert intra-groupe].	441
Section XXVundecies/4. Réductions d'impôt pour l'habitation propre.	430	Section XXVIIquater/[2]. Déduction pour capital à risque	441
[Section XXVundecies/5. Réduction d'impôt pour isolation du toit]	431		

<i>Section XXVIIquinquies. Conditions d'agrément auxquelles doit satisfaire un système centralisé de prêts d'instruments financiers intégré dans un système de paiement et de règlement des opérations sur titres et période durant laquelle l'agrément peut être octroyé</i>	442	Sous-section II. [...]	473
<i>Section XXVIII. Détermination du revenu imposable en matière d'impôt des sociétés.</i>	444	Sous-section III. [...]	473
<i>[Section XXVIII/1. Régime d'option pour les associations sans personnalité juridique]</i>	446	Sous-section IV. [...]	473
<i>Section XXIX. Centimes additionnels à l'impôt des non-résidents (personnes physiques)</i>	446	Sous-section V. [...]	473
<i>Section XXX. Crédit d'impôt pour recherche et développement.</i>	446	Sous-section VI. Dispositions générales	473
Chapitre II. Précomptes et imputation des précomptes.	447	<i>Section VI. Recherche des infractions</i>	473
<i>Section I. Précompte mobilier.</i>	447	<i>Section VII. Etablissement et recouvrement par l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, de l'impôt des non-résidents sur les plus-values d'immeubles</i>	473
<i>Section II. Précompte professionnel.</i>	447	<i>Section VIII. Dispense de l'obligation de déclaration à l'impôt des personnes physiques</i>	474
<i>Section IIbis. [Dispense de versement de précompte professionnel]</i>	450	<i>[Section VIII/1. Preuve à apporter dans le cadre de la demande d'imputation du précompte mobilier retenu sur la première tranche de dividendes visée à l'article 21, alinéa 1er, 14°, du Code des impôts sur les revenus 1992].</i>	475
<i>Section III. Précompte mobilier sur les revenus des capitaux et biens mobiliers et sur certains revenus divers</i>	455	<i>Section VIIIbis. L'obligation de déclaration concernant des paiements effectués directement ou indirectement à des personnes établies dans des États à fiscalité inexistante ou peu élevée</i>	475
<i>Sous-section I. Revenus des valeurs étrangères, des créances sur l'étranger ou des dépôts d'argent à l'étranger et revenus visés à l'[article 90, alinéa 1er, 11°] du Code des impôts sur les revenus 1992 à charge d'un débiteur non-résident du Royaume – Mesures de contrôle</i>	455	<i>Section IX. Désignation de tiers pour obtenir communication des informations pour l'exécution d'une mission d'intérêt général</i>	476
<i>Sous-section II. Exemption du précompte mobilier</i>	455	<i>[Section IX/1. Obligations des institutions de pension]</i>	476
<i>Sous-section III. Renonciation totale ou partielle à la perception du précompte mobilier.</i>	456	<i>Section IXbis. Désignation d'agents d'autres administrations fiscales habilités à effectuer des investigations</i>	477
<i>Sous-section IV. Actions ou parts au porteur émises à partir du 1er janvier 1994 qui ont fait l'objet d'un dépôt à découvert en Belgique – Conditions et modalités d'application pour bénéficiaire d'un taux de précompte mobilier réduit.</i>	467	<i>Section X. Minimum des bénéfices ou des profits imposables des entreprises ou des titulaires d'une profession libérale</i>	477
<i>Section IV. Imputation des précomptes</i>	468	<i>Section XI. [...]</i>	477
<i>Sous-section I. [...]</i>	468	<i>Section XII. Détermination, en matière d'impôt des personnes physiques, d'impôt des sociétés, d'impôt des personnes morales, d'impôt des non-résidents et de précomptes, de la période imposable et des revenus qui s'y rapportent.</i>	477
<i>Sous-section II. Précompte mobilier fictif.</i>	468	<i>[Section XII/1. Demande de remboursement du précompte mobilier retenu sur la première tranche de dividendes visée à l'article 21, alinéa 1er, 14°, du Code des impôts sur les revenus 1992]</i>	479
<i>Sous-section III. Limite d'imputation</i>	468	<i>Section XIII. [Respect de l'obligation de retenue pour les dettes fiscales et non fiscales dues par un entrepreneur ou sous-traitant]</i>	479
Chapitre III. Etablissement et recouvrement des impôts	469	<i>Section XIIIbis. Perception par l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, du précompte professionnel sur les plus-values réalisées sur des biens immobiliers par des non-résidents dans le cadre de leur activité professionnelle</i>	479
<i>Section I. [Déclarations]</i>	469	<i>Section XIV. [...]</i>	479
<i>[Section Ibis. Modalités relatives à l'introduction de la déclaration à l'impôt des sociétés, à l'impôt des personnes morales, à l'impôt des non-résidents/sociétés et à l'impôt des non-résidents/personnes morales].</i>	469	<i>Section XV. [...]</i>	479
<i>Section II. Rôles.</i>	470	<i>Section XVI. Echelle des accroissements d'impôt</i>	480
<i>Section IIbis. Réception des avertissements-extraits de rôle au moyen d'une procédure utilisant les techniques informatiques.</i>	470	<i>[Section XVII. Echelle des amendes administratives et leur modalités d'application]</i>	481
<i>Section III. Paiements et quittances.</i>	471	Chapitre IV. Fiscalité des provinces, des agglomérations et des communes	482
<i>Section IIIbis. Quote-part de chaque contribuable dans l'imposition commune</i>	471	<i>Section I. Taxes provinciales</i>	482
<i>Section IV. Prescription</i>	473	<i>Section II. Taxe d'agglomération additionnelle et taxe communale additionnelle</i>	482
<i>Section V. [...]</i>	473		
<i>Sous-section I. [...]</i>	473		

Chapitre IVbis. [Règles particulières de recouvrement et d'information en ce qui concerne les attributions aux provinces, aux agglomérations et aux communes, et les avances aux communes]	482	Chapitre I. Généralités	499
Chapitre V. Mesures transitoires	483	<i>Section I. Base de perception</i>	499
<i>Section I. Retenue d'une quotité du précompte mobilier</i>	483	<i>Section II. Réductions pour charges de famille</i>	501
<i>Section II. Réévaluation en vue du calcul de l'amortissement de certains éléments d'actif acquis ou constitués avant la date normale de clôture du dernier bilan annuel antérieur au 31 décembre 1940 et encore en usage à la date normale de clôture du dernier bilan annuel au 31 décembre 1946.</i>	484	<i>Section III. Arrondissement</i>	502
<i>Section III. [Réduction d'impôt pour intérêts] d'emprunts hypothécaires contractés en vue de la rénovation d'une habitation.</i>	486	Chapitre II. Rémunérations des travailleurs et revenus y assimilés.	502
<i>Section IV. [Modalités d'application de la déduction pour habitation unique, transformée en une réduction d'impôt]</i>	486	<i>Section I. Rémunérations mensuelles brutes ne dépassant pas 7.500 euros</i>	502
<i>Section V. Plans PC privés.</i>	486	<i>Section II. Rémunérations mensuelles brutes supérieures à 7.500 euros</i>	504
<i>[Section VI. Réduction d'impôt pour habitations économes en énergie]</i>	487	<i>Section III. Règles particulières</i>	505
Annexe I.	487	Chapitre III. Rémunérations des dirigeants d'entreprise	511
<i>Section I. Indices de référence mensuels pour les prêts hypothécaires octroyés à partir du 1er janvier 1995 dans lesquels un taux d'intérêt variable est stipulé</i>	487	<i>Section I. Rémunérations mensuelles brutes ne dépassant pas 7.500 euros</i>	511
<i>Section II. Taux de chargement mensuel pour les prêts non hypothécaires à terme convenu de plus de 60 mois conclus au cours des années 1981 à 1984.</i>	493	<i>Section II. Rémunérations mensuelles brutes supérieures à 7.500 euros</i>	511
<i>Section III. [...]</i>	494	<i>Section III. Règles particulières</i>	512
Annexe II. Liste des immobilisations visées à l'article 69, § 1er, alinéa 1er, 2°, c, du Code des impôts sur les revenus 1992 qui tendent à une utilisation plus rationnelle de l'énergie, à l'amélioration des processus industriels au point de vue énergétique et à la récupération d'énergie dans l'industrie	494	Chapitre IV. Pensions, rentes, capitaux, valeurs de rachat et revenus y assimilés	512
Annexe IIbis. [...]	497	<i>Section I. Pensions ou rentes mensuelles ne dépassant pas 7.500 euros</i>	512
Annexe IIter. Mentions obligatoires à faire figurer sur la facture relative aux dépenses énumérées à l'article 145/31 du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de sécuriser une habitation contre le vol ou l'incendie (AR/CIR 92, articles 63/15 à 63/18)	497	<i>Section II. Pensions ou rentes mensuelles supérieures à 7.500 euros</i>	512
[Annexe IIter/1. Mentions obligatoires à faire figurer sur la facture relative aux immobilisations visées à l'article 69, § 1er, alinéa 1er, 2°, f, du Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de déduction pour investissement pour les investissements numériques.	497	<i>Section III. Règles particulières</i>	512
Annexe IIquater. Mentions obligatoires à faire figurer sur la facture relative aux immobilisations corporelles visées à l'article 69, § 1er, alinéa 1er, 3°, du Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de déduction pour investissement (AR/CIR 92, article 49/1)	498	Chapitre V. Des non-résidents autres que ceux repris aux nos 2.1. B et 3.1. B.	515
Annexe III. [Barèmes et règles applicables pour le calcul du précompte professionnel dû à la source sur les revenus payés ou attribués à partir du 1er janvier 2020	499	<i>Section I. Rémunérations des travailleurs et revenus y assimilés.</i>	515
Règles d'application	499	Sous-section I. Rémunérations mensuelles brutes ne dépassant pas 7.500 euros	515
		Sous-section II. Rémunérations mensuelles brutes supérieures à 7.500 euros	515
		Sous-section III. Règles particulières	516
		<i>Section II. Allocations de chômage avec complément d'entreprise</i>	516
		<i>Section III. Rémunérations des dirigeants d'entreprise.</i>	517
		Sous-section I. Rémunérations mensuelles brutes ne dépassant pas 7.500 euros	517
		Sous-section II. Rémunérations mensuelles brutes supérieures à 7.500 euros	517
		Sous-section III. Règles particulières	517
		<i>Section IV. Rentes alimentaires et capitaux visés à l'article 90, alinéa 1er, 3° et 4°, du Code des impôts sur les revenus 1992, versés à des non-résidents</i>	517
		<i>Section V. Revenus mentionnés à l'article 87, 5°, a à c, e et f, du présent arrêté, payés ou attribués à des non-résidents visés à la même disposition</i>	518
		<i>Section VI. Revenus des artistes du spectacle non-résidents</i>	518
		<i>Section VII. Bénéfices et profits des associés ou membres non-résidents de sociétés ou associations sans personnalité juridique visées à l'article 29 du Code des impôts sur les revenus 1992, mentionnés à l'article 229, § 3, du même Code.</i>	518
		<i>Section VIII. Plus-values visées à l'article 87, 8°, du présent arrêté, réalisées par des non-résidents, dans le cadre de leur activité professionnelle</i>	518

Chapitre VI. Revenus des sportifs, arbitres, formateurs, entraîneurs et accompagnateurs	519	Chapitre IV. Mesures de contrôle	568
Chapitre VII. Divers	520	Chapitre V. Paiement de la taxe	569
Section I. Jetons de présence	520	Chapitre VI. [...]	570
Section II. Prix, subsides, rentes ou pensions visés à l'article 90, alinéa 1er, 2°, du Code des impôts sur les revenus 1992	520	Chapitre VI. Cautionnement et garantie réelle	570
Section III. Indemnités personnelles visées aux articles 90, alinéa 1er, 12°, et 228, § 2, 9°, k, du Code des impôts sur les revenus 1992	520	Chapitre VII. Dispositions dérogatoires.	570
Chapitre VIII. Retenues complémentaires.	520	Chapitre VIII. Dispositions spéciales afférentes aux courses hippiques	570
Barème I	520	Chapitre IX. Sanctions	571
Barème II	525	Chapitre X. Pouvoirs des provinces et des communes	573
Barème III	529	Titre IV. Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	573
Annexe IIIbis. Liste des codes relative à la nature des revenus en application [des articles 90, § 3 et 95/2, § 3, a, AR/CIR 92]	534	Chapitre I. Appareils imposables	573
Annexe IIIter. Modalités à respecter par les redevables du précompte professionnel visés à l'article 95/2, § 1er.	535	Chapitre II. Redevables de la taxe	573
Annexe IIIquater. Liste des institutions scientifiques agréées (article 275/3, alinéa 2, CIR 92)	538	Chapitre III. Montant de la taxe	573
Annexe IV. [...]	540	Chapitre IV. [Exigibilité de la taxe, déclaration et perception]	577
Annexe V. [...]	540	Chapitre IVbis. [...]	577
Annexe. Table de concordance	540	Chapitre V. Mesures de contrôle	578
Taxe assimilées aux impôts sur les revenus ..	546	Chapitre VI. Sanctions et dispositions pénales	578
Code des Taxes Assimilées aux Impôts sur les Revenus – Exercice d'imposition 2021 (Revenu 2020)	546	Chapitre VII. Appareils automatiques de jeux de hasard dont l'exploitation est interdite	579
Titre I. Dispositions communes	546	Chapitre VIII. Pouvoirs des provinces et des communes	580
Titre II. Taxe de circulation sur les véhicules automobiles	546	Titre V. Taxe de mise en circulation	580
Chapitre I. Véhicules imposables	546	Chapitre I. Véhicules imposables.	580
Chapitre II. Exemptions	547	Chapitre II. Exemptions.	580
Chapitre III. Redevables de la taxe	550	Chapitre III. Base imposable.	581
Chapitre IV. Base imposable	550	Chapitre IV. Montant de la taxe	581
Chapitre V. Montant de la taxe ou taux	550	Section I. [...] (Région flamande)	581
Chapitre VI. Taxe de circulation complémentaire.	557	Section I. [Montant de la taxe pour les voitures et voitures mixtes mises en usage en Région wallonne, à l'exception de celles mises en usage dans la même Région par des sociétés, des entreprises publiques autonomes et des associations sans but lucratif ayant des activités de leasing, visées par l'article 94, 1°] (Région wallonne)	581
Chapitre VII. Réductions	557	Section II. Montant de la taxe pour les aéronefs, les bateaux et les véhicules non visés par la section I (Région wallonne)	584
Chapitre VIII. Débit de la taxe	558	Section II. [...] (Région flamande)	585
Chapitre IX. Taxe quotidienne	559	Chapitre V. Débit de la taxe et modalités de perception	585
Chapitre IX. (Région Bruxelles-Capitale) [...]	559	Chapitre VI. [Mode de versement, établissement et perception de la taxe]	586
Chapitre X. [Établissement et perception]	559	Chapitre VII. Pouvoirs des Communautés, des Régions, des provinces, des agglomérations et des communes	587
Chapitre Xbis. Dispositions particulières	560	Titre VI. [...]	587
Chapitre XI. Mesures d'exécution et de contrôle	562	Titre VII. [Taxe sur la participation des travailleurs [au capital de la société et] sur la prime bénéficiaire pour les travailleurs]	587
Chapitre XII. Sanctions	563	Chapitre I. Fait générateur	587
Chapitre XIII. Pouvoirs des provinces, des agglomérations et des communes	563	Chapitre II. Base imposable	587
Titre III. Taxe sur les jeux et paris	563	Chapitre III. Exigibilité de la taxe	587
Chapitre I. Bases et taux	563	Chapitre IV. Taux de la taxe	588
Chapitre I. Jeux et paris imposables (Région wallonne)	564	Chapitre V. Redevables de la taxe	588
Chapitre Ibis. Bases et taux d'imposition (Région wallonne)	565	Chapitre VI. Mode de versement, établissement et recouvrement de la taxe	588
Chapitre II. Redevables de la taxe	567	Titre VIII. [...] (Région flamande)	588
Chapitre III. Déclaration	568		

Taxe sur la valeur ajoutée.	588	Arrêtés royaux de la TVA	644
Code de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.	588	Arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 relatif	
Chapitre I. Etablissement de la taxe	588	aux mesures tendant à assurer le paiement de	
Chapitre II. Assujettissement	590	la taxe sur la valeur ajoutée	644
Chapitre III. Champ d'application	591	Chapitre I. La facturation	644
Section I. Livraison de biens	591	Section I. Factures et documents à émettre ou à établir	644
[Sous-section I. Biens et opérations visés]	591	Section II. Délai d'émission	645
[Sous-section II. Lieu des livraisons de biens]	594	Section III. Mentions	645
[Sous-section III. Fait générateur et exigibilité de		Section IV. Autres obligations.	647
la taxe]	595	Section V. Factures simplifiées	649
Section II. Prestations de services	595	Chapitre II. La comptabilité	649
[Sous-section I. Prestations de services visées]	595	Chapitre III. Exigibilité de la taxe. Déclaration. Rede-	
[Sous-section II. Lieu des prestations de services]	597	vable de la taxe	650
[Sous-section III. Fait générateur et exigibilité de		Chapitre IV. Autres obligations	653
la taxe]	599	Chapitre V. Disposition temporaire.	656
[Section IIbis. Dispositions communes aux sections I et II]	599	Annexe I. [...]	658
Section III. Importations.	599	Annexe II. [Description des grilles	660
Section IV. Acquisitions intracommunautaires de biens	600	Annexe III. [...]	663
Chapitre IV. Base d'imposition	602	Annexe IV. [...]	664
Chapitre V. Taux de la taxe.	604		
Chapitre VI. Exemptions.	605	[Arrêté royal n° 2 du 19 décembre 2018 relatif	
Section I. Exportations, livraisons et acquisitions intracom-		au régime du forfait en matière de taxe sur la	
munautaires, importations et transports internationaux	605	valeur ajoutée.	664
Section II. Autres exemptions	608	Annexe	665
Chapitre VII. Déductions	612		
Chapitre VIII. Mesures tendant à assurer le paiement		Arrêté royal n° 3 du 10 décembre 1969 relatif	
de la taxe	614	aux déductions pour l'application de la taxe	
Chapitre IX. Régimes particuliers	621	sur la valeur ajoutée	665
Section I. Petites entreprises.	621	Section I. Conditions de l'exercice du droit à Déduction.	665
Section II. Entreprises agricoles.	623	Section II. Révision des déductions pour les taxes autres	
Section III. Autres régimes particuliers	624	que celles qui ont grevé les biens d'investissement	667
[Section IV. Régimes particuliers applicables aux services		Section III. Révision des déductions pour les taxes ayant	
de télécommunication, de radiodiffusion et de télévision ou		grevé les biens d'investissement	667
aux services électroniques fournis à des personnes non		Section IV. Dispositions concernant le prorata général de	
assujetties]	625	déduction	669
[Sous-section I. Définitions]	625	Section V. Dispositions concernant la déduction selon	
[Sous-section II. Régime particulier applicable		l'affectation réelle des biens et des services	670
aux services fournis par des assujettis non établis		Section VI. Disposition particulière.	670
sur le territoire de la Communauté]	625		
[Sous-section III. Régime particulier applicable		Arrêté royal n° 4 du 29 décembre 1969 relatif	
aux services fournis par des assujettis établis sur		aux restitutions en matière de taxe sur la valeur	
le territoire de la Communauté, mais non dans		ajoutée	671
l'Etat membre de consommation]	626		
Chapitre X. Moyens de preuve et mesures de		Arrêté royal n° 7 du 29 décembre 1992 relatif	
contrôle	627	aux importations de biens pour l'application	
Chapitre XI. Sanctions	631	de la taxe sur la valeur ajoutée	677
Section I. Amendes fiscales.	631	Chapitre I. Conditions dans lesquelles les biens	
Section II. Peines correctionnelles	631	doivent être introduits dans le pays.	677
Chapitre XII. Restitution	633	Chapitre II. Lieu de destination	677
Chapitre XIII. Prescription	635	Chapitre III. Paiement de la taxe à l'importation.	677
Chapitre XIV. [Perception et instances]	636	Chapitre IV. Franchises à l'importation.	679
Chapitre XV. Secret professionnel	638	Section I. Franchise prévue par l'article 40, § 1er, 1°, a,	
Chapitre XVI. [...]	638	du Code	679
Chapitre XVII. [...]	640	Section II. Franchise prévue par l'article 40 § 1er, 1er, b	
Chapitre XVIII. Assistance mutuelle	640	du Code	679
Chapitre XIX. [Dispositions transitoires générales et		Section III. [...]	687
particulières – Dispositions temporaires]	640	Section IV. Franchise prévue par l'article 40, § 1er, 1°, d	
		du Code	687

<i>Section V. Franchise prévue par l'article 40, § 1er, 2° du Code.</i>	687	Arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux	698
<i>Section VI. Franchise prévue par l'article 40, § 2, du Code</i>	688		
<i>Section VII. Franchise prévue par l'article 40, § 4, du Code.</i>	688	Arrêté royal n° 23 du 9 décembre 2009 relatif a la liste annuelle des clients assujettis à la T.V.A.	715
Chapitre V. Mesures tendant à garantir le recouvrement de la taxe	689	Annexe I	716
Chapitre VI. Disposition abrogatoire et entrée en vigueur	689	Arrêté royal n° 30 du 29 décembre 1992 relatif à l'application de la taxe sur la valeur ajoutée à la location-financement d'immeubles	716
Annexe. Matériel visé à l'article 36, 21° de l'arrêté.	689		
Arrêté royal n° 10 du 29 décembre 1992 relatif aux modalités d'exercice des options prévues aux [articles 15, § 2, alinéa 3, 21bis, § 2, 9°, alinéa 4, 25ter, § 1er, alinéa 2, 2°, alinéa 2 et 44, § 3, 2°, d)], du code de la taxe sur la valeur ajoutée, aux déclarations de commencement, de changement, de cessation d'activité et aux déclarations préalables en matière de taxe sur la valeur ajoutée	690	Arrêté royal n° 31 du 2 avril 2002 relatif aux modalités d'application de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les opérations effectuées par les assujettis qui ne sont pas établis en Belgique.	717
Arrêté royal n° 11 du 29 décembre 1992 relatif à l'application de la TVA	693	Arrêté royal n° 46 du 29 décembre 1992 relatif à la déclaration de l'acquisition intracommunautaire de moyens de transport et au paiement de la TVA due y afférente.	719
Arrêté royal n° 14 du 3 juin 1970 relatif aux cessions de bâtiments, fractions de bâtiment et du sol y attenant et aux constitutions, cessions et rétrocessions d'un droit réel au sens de l'article 9, alinéa 2, 2°, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, portant sur de tels biens	693	Arrêté royal n° 48 du 29 décembre 1992 relatif aux livraisons de moyens de transport au sens de l'article 8bis, § 2, 1°, du code dans les conditions de l'article 39bis du Code de la TVA	720
Arrêté royal n° 18 du 29 décembre 1992 relatif aux exemptions concernant les exportations de biens et de services en dehors de la communauté, en matière de taxe sur la valeur ajoutée	694	Arrêté royal n° 50 du 11 décembre 2019 relatif au relevé à la T.V.A. des opérations intracommunautaires	722
Chapitre I. Exemption prévue par l'article 39, § 1er, du Code.	694	Chapitre 1. Partie 1 du relevé relatif aux livraisons et services intracommunautaires.	722
<i>Section I. Exportation de biens par le vendeur ou pour son compte</i>	694	Chapitre 2. Partie 2 du relevé relatif aux opérations intracommunautaires	723
<i>Section II. Biens emportés par l'acheteur qui n'est pas établi en Belgique ou pour son compte.</i>	694	Chapitre 3. Dispositions finales	724
<i>Section III. Prestations de services.</i>	695	Annexe	724
<i>Section IV. Biens à emporter dans les bagages personnels des voyageurs.</i>	695	Arrêté royal n° 51 du 14 avril 1993 relatif au régime de simplification pour les acquisitions intracommunautaires de produits soumis à accise en matière de taxe sur la valeur ajoutée	724
Chapitre II. Exemption prévue par l'article 39, § 2 du Code	695	Arrêté royal n° 52 du 11 décembre 2019 relatif aux moyens de preuve en ce qui concerne les exemptions relatives aux livraisons intracommunautaires de biens et aux opérations y assimilées et relatif à l'exemption des acquisitions intracommunautaires de biens et des opérations y assimilées, en matière de taxe sur la valeur ajoutée.	725
Chapitre III. Disposition générale concernant les chapitres I et II.	696	Chapitre 1. Moyens de preuve en ce qui concerne les exemptions relatives aux livraisons intracommunautaires de biens et aux opérations y assimilées	725
Chapitre IV. Franchise prévue par l'article 40, § 1er, 3°, du Code.	696	Chapitre 2. Exemption des acquisitions intracommunautaires de biens et des opérations y assimilées	726
Chapitre V. Dispositions générales.	696		
Arrêté royal n° 19 du 29 juin 2014 relatif au régime de la franchise de taxe sur la valeur ajoutée en faveur des petites entreprises	696		
Annexes	697		

Chapitre 3. Dispositions finales	726	Arrêté royal du 30 décembre 2009 fixant la définition et les conditions auxquelles doit répondre un système de caisse enregistreuse dans le secteur horeca	736
Arrêté royal n° 55 du 9 mars 2007 relatif au régime des assujettis formant une unité TVA	726	B. Législation régionale	737
Arrêté royal n° 56 du 9 décembre 2009 relatif aux remboursements en matière de taxe sur la valeur ajoutée en faveur des assujettis établis dans un Etat membre autre que l'Etat membre de remboursement	728	Code flamand de la fiscalité.	737
Chapitre I. Notions générales.	728	Code flamand de la fiscalité du 13 décembre 2013	737
Chapitre II. La Belgique est l'Etat membre de remboursement	728	Titre 1. Dispositions introductives.	737
Section I. Généralités.	728	Chapitre 1. Dispositions générales et définitions.	737
Section II. Modalités du remboursement.	728	Titre 2. Perception des impôts	741
Chapitre III. La Belgique est l'Etat membre d'établissement	730	Chapitre 1. Précompte immobilier	741
Chapitre IV. Dispositions finales et entrée en vigueur	731	Section 1. Objet imposable	741
Arrêté royal n° 57 du 31 octobre 2017 concernant le lieu des prestations de services en fonction de leur exploitation ou de leur utilisation effectives en matière de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne des prestations de transport de biens et des prestations accessibles a ces transports	732	Section 2. Contribuables	741
Arrêté royal n° 58 du 28 mai 2019 relatif à la communication des informations relatives aux bâtiments nouvellement construits pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée	732	Section 3. Base imposable	741
Arrêté royal n° 59 du 18 mai 2020 relatif au prélèvement de cadeaux commerciaux de faible valeur et au prélèvement à des fins caritatives de biens alimentaires et de biens non alimentaires de première nécessité autres que les biens pouvant être utilisés de manière durable, en ce qui concerne la taxe sur la valeur ajoutée	733	Section 4. Tarifs	741
Chapitre 1. Les prélèvements de biens en vue de la remise de cadeaux commerciaux de faible valeur	733	Section 5. Réductions	742
Chapitre 2. Les prélèvements de biens en vue de leur remise à des fins caritatives	733	Section 6. Exonérations	744
Section 1. Les prélèvements de biens alimentaires en vue de leur remise à des fins caritatives.	733	Section 7. Modalités de perception	746
Section 2. Les prélèvements de biens non alimentaires de première nécessité autres que les biens pouvant être utilisés de manière durable, en vue de leur remise à des fins caritatives	734	Chapitre 2. Taxe de circulation	746
Section 3. Obligations applicables aux plateformes de distribution dans le cadre des prélèvements de biens alimentaires et non alimentaires de première nécessité autres que les biens pouvant être utilisés de manière durable, en vue de leur remise à des fins caritatives.	734	Section 1. Objet imposable	746
Chapitre 3. Dispositions finales	735	Section 2. Contribuables	746
		Section 3. Base imposable	746
		Section 4. Tarifs	747
		Section 5. Réductions	752
		Section 6. Exonérations	753
		Section 7. Modalités de perception	756
		Chapitre 3. Taxe sur la mise en circulation	756
		Section 1. Objet imposable	756
		Section 2. Contribuables	756
		Section 3. Base imposable	756
		Section 4. Tarifs	756
		Sous-section 1. Montant de la taxe pour les voitures privées, les voitures mixtes et les minibus, tels que visés à l'article 1.1.0.0.2, alinéa quatre, 1°, qui sont censés être mis en circulation en Région flamande	756
		Sous-section 2. Montant de la taxe pour les motocyclettes, les aéronefs, les bateaux et les véhicules autres que les véhicules routiers, visés à l'article 2.3.4.1.1	758
		Section 5. Réductions	759
		Section 6. Exonérations	760
		Section 7. Modalités de perception	761
		Chapitre 4. [Prélèvement kilométrique].	761
		Section 1. Objet imposable	761
		Section 2. Contribuables	761
		Section 3. Base imposable	761
		Section 4. Tarifs	761
		Section 5. Réductions	763
		Section 6. Exonérations	763
		Section 7. Modalités de perception	763
		Chapitre 5. [Taxe sur les habitations inadaptées et inhabitables].	763
		Section 1. Objet imposable	763
		Section 2. Contribuables	763

<i>Section 3. Base imposable</i>	764	[Sous-section 4. Tarifs pour donations d'un monument protégé soumis à une obligation d'investissement]	781
<i>Section 4. Tarifs</i>	764	[Section 5. Réductions]	782
<i>Section 5. Réductions</i>	764	[Section 6. Exonérations]	782
<i>Section 6. Exonérations</i>	764	[Section 7. Modalités de perception]	785
<i>Section 7. Modalités de perception</i>	764	[Chapitre 9. Droit de vente]	785
Chapitre 6. Taxe sur les sites d'activité économique désaffectés	765	[Section 1. Objet imposable]	785
<i>Section 1. Objet imposable</i>	765	[Section 2. Contribuables]	786
<i>Section 2. Contribuables</i>	765	[Section 3. Base imposable]	786
<i>Section 3. Base imposable</i>	765	[Section 4. Tarifs]	787
<i>Section 4. Tarifs</i>	765	[Sous-section 1. Généralités]	787
<i>Section 5. Réductions</i>	765	[Sous-section 2. Tarifs réduits]	787
<i>Section 6. Exonérations</i>	765	[Section 5. Réductions]	791
<i>Section 7. Modalités de perception</i>	765	[Section 6. Exonérations]	792
Sous-section 1. Suspension suite à une rénovation, liée ou non à la cessation de l'occupation	765	[Section 7. Mode de perception]	794
Sous-section 2. Suspension suite à une convention Brownfield conclue à titre définitif	766	[Chapitre 10. Droit de partage]	795
Sous-section 3. Suspension suite à un projet d'assainissement du sol déclaré conforme	766	[Section 1. Objet imposable]	795
Sous-section 4. Suspension pour les nouveaux propriétaires	766	[Section 2. Contribuables]	795
Sous-section 5. Suspension pour des sites d'activité économique inoccupés mais non désaffectés	766	[Section 3. Base imposable]	795
Sous-section 6. Suspension suite à la preuve de la cessation de la rénovation et/ou de l'occupation	766	[Section 4. Tarifs]	795
Sous-section 7. Sanctions	766	[Section 5. Réductions]	796
[Chapitre 7. [Impôt de succession]]	767	[Section 6. Exonérations]	796
[Section 1. Objet imposable]	767	[Section 7. Modalité de perception]	797
<i>Section 2. Contribuables</i>	768	[Chapitre 11. Droit sur [la constitution] d'hypothèque]	797
[Section 3. Base imposable]	768	[Section 1. Objet imposable]	797
[Sous-section 1. Généralités]	768	[Section 2. Redevables]	797
[Sous-section 2. Actif de la succession]	768	[Section 3. Base imposable]	797
[Sous-section 3. Valorisation de l'actif]	770	[Section 4. Tarifs]	797
[Sous-section 4. Passif de la succession]	771	[Section 5. Réductions]	798
[Sous-section 5. Imputation du passif sur l'actif]	772	[Section 6. Exemptions]	798
[Section 4. Tarifs]	772	[Section 7. Modalité de perception]	798
[Sous-section 1. Dispositions générales]	772	[Chapitre 12. Taxe sur les jeux et paris]	798
[Sous-section 2. Tarifs réduits]	773	[Section 1. Objet imposable]	798
[Section 5. Réductions]	775	[Section 2. Contribuables]	798
[Section 6. Exonération]	776	[Section 3. Base imposable]	798
[Section 7. Modalités de perception]	777	[Section 4. Tarifs]	799
[Chapitre 8. [Impôt de donation]]	777	[Section 5. Réductions]	799
[Section 1. Objet imposable]	777	[Section 6. Exonérations]	799
[Section 2. Contribuables]	778	[Section 7. Modalités de perception]	799
[Section 3. Base imposable]	778	[Chapitre 13. Taxe sur les appareils automatiques de divertissement]	799
[Section 4. Tarifs]	779	[Section 1. Objet imposable]	799
[Sous-section 1. Généralités]	779	[Section 2. Contribuables]	800
[Sous-section 2. Dispositions temporaires concernant les donations de parcelles de terrain destinées à la construction d'habitations selon les prescriptions d'urbanisme]	780	[Section 3. Base imposable]	800
[Sous-section 3. Tarifs pour donations d'immeubles soumis à une rénovation énergétique ou d'immeubles disposant d'une attestation de conformité qui sont loués]	781	[Section 4. Tarifs]	800
		[Section 5. Réductions]	801
		[Section 6. Exonérations]	801
		[Section 7. Modalités de perception]	801
		Titre 3. Perception et recouvrement	801
		Chapitre 1. Dispositions préliminaires, centimes additionnels, décime additionnel et indemnités administratives	801
		Chapitre 2. Enrôlement	803
		Section 1. Généralités	803
		Section 2. Exequatur	803
		Section 3. Personnes décédées et indivisions	804

<i>Section 4. Imposition pour une société reprenneuse ou attributaire</i>	804	<i>Sous-section 6. Recouvrement d'impôts contestés</i>	821
<i>Section 5. Calcul et mode d'arrondissement</i>	804	<i>Section 5. Sûretés</i>	821
Chapitre 3. Procédure d'imposition	804	<i>Sous-section 1. Garantie</i>	821
<i>Section 1. [Déclaration]</i>	804	<i>Sous-section 2. Privilège</i>	821
<i>Section 2. Année d'imposition et période imposable</i>	810	<i>Sous-section 3. Hypothèque légale</i>	822
<i>Section 3. Délai d'imposition</i>	811	[<i>Sous-section 4. Droits de tiers de bonne foi</i>]	822
<i>Section 4. Feuille d'imposition</i>	812	[<i>Sous-section 5. Héritier habitant en dehors de l'Espace économique européen</i>]	823
<i>Section 5. Envoi</i>	812	Chapitre 11. Assistance internationale mutuelle	823
Chapitre 4. Paiements	812	Chapitre 12. Obligations de tiers	823
<i>Section 1. Généralités</i>	812	<i>Section 1. Obligations de notification de tiers</i>	823
<i>Section 2. Délai de paiement</i>	812	<i>Section 2. Obligations des établissements ou structures de crédit</i>	828
<i>Section 3. Mode de paiement</i>	812	[<i>Section 3. Autres obligations dans le cadre de l'impôt d'enregistrement</i>]	828
<i>Section 4. Mentions sur le formulaire de paiement</i>	813	[<i>Section 4. Obligations de tiers dans le cadre de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement</i>]	830
<i>Section 5. Preuve de paiement</i>	813	<i>Section [5]. Obligations dans le cadre de l'action civile</i>	831
<i>Section 6. Date des effets du paiement</i>	813	Chapitre 13. Enquête et contrôle	831
<i>Section 7. Mode d'imputation de paiement, d'utilisation et d'apurement</i>	813	<i>Section 1. Contrôle administratif</i>	831
<i>Section 8. Facilités de paiement</i>	813	<i>Sous-section 1. Généralités</i>	831
Chapitre 5. Réclamation	813	<i>Sous-section 2. Obligations du contribuable</i>	832
<i>Section 1. Notification de réception</i>	813	<i>Sous-section 3. Obligations de tiers</i>	833
<i>Section 2. Délai de réclamation</i>	813	<i>Sous-section 4. Obligations des organismes publics</i>	834
<i>Section 3. Personnes physiques et personnes morales pouvant introduire une réclamation et mode d'introduction de la réclamation</i>	814	<i>Section 2. Contrôle sur place</i>	835
<i>Section 4. Compétences d'enquête</i>	814	Chapitre 14. Prescription	836
<i>Section 5. Temps imparti au traitement</i>	814	<i>Section 1. Délai</i>	836
<i>Section 6. Mode de décision en cas de réclamation</i>	814	<i>Section 2. Interruption</i>	836
<i>Section 7. Décision collective</i>	814	<i>Section 3. Suspension</i>	836
<i>Section 8. Audition</i>	814	Chapitre 15. Poursuite pénale	836
<i>Section 9. Notification</i>	815	<i>Section 1. Dispositions générales</i>	836
Chapitre 6. Exonération d'office	815	<i>Section 2. Détection d'infractions</i>	836
Chapitre 7. Annulation	817	<i>Section 3. Sanctions pénales</i>	836
Chapitre 8. Recours judiciaire	818	Chapitre 16. [Sanctions administratives]	837
Chapitre 9. Intérêts	818	Chapitre 17. [Moyens de preuve]	838
<i>Section 1. Intérêts de retard</i>	818	Chapitre 18. Majoration d'impôts et amendes administratives	839
<i>Section 2. Intérêts moratoires</i>	818	Chapitre 19. Secret professionnel	843
Chapitre 10. Recouvrement	818	[Chapitre 20. Renseignements à fournir]	843
<i>Section 1. Rappel</i>	818	[Chapitre 21. Attestations antérieures]	843
<i>Section 2. Dernier rappel</i>	818	[Chapitre 22. Décisions anticipées sur les matières et dispositions énoncées dans le présent code]	844
<i>Section 3. Poursuite</i>	818	Titre 4. Dispositions modificatives	845
<i>Sous-section 1. Généralités</i>	818	Chapitre 1. Modifications du code du 23 novembre 1965 des taxes assimilées aux impôts sur les revenus	845
<i>Sous-section 2. Poursuite directe</i>	819	Chapitre 2. Modifications au décret du 22 décembre 1995 contenant diverses mesures d'accompagnement du budget 1996	845
<i>Sous-section 3. Poursuite indirecte</i>	819	Chapitre 3. Modifications du décret du 19 avril 1995 contenant des mesures visant à lutter contre l'abandon et le délabrement de sites industriels	846
<i>Sous-section 4. Frais de poursuite</i>	819	Chapitre 4. Modifications du Code flamand de l'Aménagement du Territoire du 15 mai 2009	846
<i>Sous-section 5. Personnes chargées de la poursuite</i>	819	Chapitre 5. Modifications d'autres décrets	846
<i>Section 4. Cas particuliers</i>	819	Chapitre 6. Références mutuelles	846
<i>Sous-section 1. Recouvrement auprès d'époux ou ex-époux et auprès des cohabitants légaux ou les ex-cohabitants légaux</i>	819		
<i>Sous-section 2. Recouvrement auprès de sociétés</i>	820		
<i>Sous-section 3. Recouvrement auprès des héritiers</i>	820		
<i>Sous-section 4. Recouvrement auprès d'autres personnes tenues de payer les dettes</i>	820		
<i>Sous-section 5. Recouvrement de l'Eurovignette auprès de débiteurs d'impôts autres que le propriétaire</i>	821		

Titre 5. Dispositions abrogatoires et mesures transitoires	846	<i>Section 1. Objet imposable</i>	852
Titre 6. Titre de citation	848	<i>Section 2. Contribuables</i>	852
Titre 7. Dispositions d'entrée en vigueur	848	<i>Section 3. Base imposable</i>	852
[Annexe 1.] Tableaux de concordance	848	<i>Section 4. Tarifs</i>	852
[Annexe 2. Les types de route, visés à l'article 2.4.4.0.2, 3°	848	<i>Section 5. Réductions</i>	852
Arrêté du Code flamand de la fiscalité	849	<i>Section 6. Exonérations</i>	852
Arrêté du Gouvernement flamand du 20 décembre 2013 portant exécution du Code flamand de la fiscalité	849	<i>Section 7. Modalités de perception</i>	852
Titre 1. Dispositions introductives	849	[Chapitre 7. Impôt de succession]	853
Chapitre 1. Dispositions générales et définitions	849	[Section 1. Objet imposable]	853
Titre 2. Perception des impôts	849	[Section 2. Contribuables]	853
Chapitre 1. Précompte immobilier	849	[Section 3. Base imposable]	853
<i>Section 1. Objet imposable</i>	849	[Section 4. Tarifs]	854
<i>Section 2. Contribuables</i>	849	[Section 5. Réductions]	854
<i>Section 3. Base imposable</i>	849	[Section 6. Exonérations]	854
<i>Section 4. Tarifs</i>	850	[Section 7. Modalité de perception]	854
<i>Section 5. Réductions</i>	850	[Chapitre 8. Impôt de donation]	854
<i>Section 6. Exonérations</i>	850	[Section 1. Objet imposable]	854
<i>Section 7. Modalités de perception</i>	850	[Section 2. Contribuables]	854
Chapitre 2. Taxe de circulation	850	[Section 3. Base imposable]	854
<i>Section 1. Objet imposable</i>	850	[Section 4. Tarifs]	854
<i>Section 2. Contribuables</i>	850	[Section 5. Réductions]	854
<i>Section 3. Base imposable</i>	850	[Section 6. Exonérations]	854
<i>Section 4. Tarifs</i>	850	[Section 7. Modalité de perception]	854
<i>Section 5. Réductions</i>	850	[Chapitre 9. Droit de vente]	854
<i>Section 6. Exonérations</i>	850	[Section 1. Objet imposable]	854
<i>Section 7. Modalités de perception</i>	851	[Section 2. Contribuables]	854
Chapitre 3. Taxe de mise en circulation	851	[Section 3. Base imposable]	854
<i>Section 1. Objet imposable</i>	851	[Section 4. Tarifs]	855
<i>Section 2. Contribuables</i>	851	[Section 5. Réductions]	855
<i>Section 3. Base imposable</i>	851	[Section 6. Exonérations]	855
<i>Section 4. Tarifs</i>	851	[Section 7. Modalité de perception]	855
<i>Section 5. Réductions</i>	851	[Chapitre 10. Droit de partage]	854
<i>Section 6. Exonérations</i>	851	[Section 1. Objet imposable]	854
<i>Section 7. Modalités de perception</i>	852	[Section 2. Contribuables]	854
Chapitre 4. [Prélèvement kilométrique]	852	[Section 3. Base imposable]	854
<i>Section 1. Objet imposable</i>	852	[Section 4. Tarifs]	855
<i>Section 2. Contribuables</i>	852	[Section 5. Réductions]	855
<i>Section 3. Base imposable</i>	852	[Section 6. Exonérations]	855
<i>Section 4. Tarifs</i>	852	[Section 7. Modalité de perception]	855
<i>Section 5. Réductions</i>	852	[Chapitre 11. Droit à la constitution d'hypothèque]	855
<i>Section 6. Exonérations</i>	852	[Section 1. Objet imposable]	855
<i>Section 7. Modalités de perception</i>	852	[Section 2. Contribuables]	855
Chapitre 5. [Prélèvement sur les habitations inadéquates et inhabitables]	852	[Section 3. Base imposable]	855
<i>Section 1. Objet imposable</i>	852	[Section 4. Tarifs]	855
<i>Section 2. Contribuables</i>	852	[Section 5. Réductions]	855
<i>Section 3. Base imposable</i>	852	[Section 6. Exonérations]	855
<i>Section 4. Tarifs</i>	852	[Section 7. Modalité de perception]	855
<i>Section 5. Réductions</i>	852	[Chapitre 12. Taxe sur les jeux et les paris]	855
<i>Section 6. Exonérations</i>	852	[Section 1. Objet imposable]	855
<i>Section 7. Modalités de perception</i>	852	[Section 2. Contribuables]	855
Chapitre 6. Taxe sur les sites d'activité économique désaffectés	852	[Section 3. Base imposable]	855
		[Section 4. Tarifs]	855
		[Section 5. Réductions]	855
		[Section 6. Exonérations]	855
		[Section 7. Modalités de perception]	855
		[Chapitre 13. Taxe sur les appareils automatiques de divertissement]	855
		[Section 1. Objet imposable]	855
		[Section 2. Contribuables]	855

<i>[Section 3. Base imposable]</i>	855	<i>Section 4. Cas particuliers</i>	865
<i>[Section 4. Tarifs]</i>	856	Sous-section 1. Recouvrement auprès d'époux ou ex-époux et auprès des cohabitants légaux ou les ex-cohabitants légaux	865
<i>[Section 5. Réductions]</i>	856	Sous-section 2. Recouvrement auprès de sociétés	865
<i>[Section 6. Exonérations]</i>	856	Sous-section 3. Recouvrement auprès des héritiers	865
<i>[Section 7. Modalités de perception]</i>	856	Sous-section 4. Recouvrement auprès d'autres personnes tenues de payer les dettes	865
Titre 3. Perception et recouvrement	856	Sous-section 5. Recouvrement de l'Eurovignette auprès de débiteurs d'impôts autres que le propriétaire	865
Chapitre 1. Dispositions préliminaires, centimes additionnels, décime additionnel et indemnités administratives.	856	Sous-section 6. Recouvrement d'impôts contestés	865
Chapitre 2. Enrôlement	857	<i>Section 5. Sûretés</i>	865
Section 1. Généralités	857	Sous-section 1. Garantie	865
Section 2. Exequatur	857	Sous-section 2. Privilège	866
Section 3. Personnes décédées et indivisions	857	Sous-section 3. Hypothèque légale	866
Section 4. Impôt pour la société reprenante ou attributaire	857	Chapitre 11. Assistance internationale mutuelle	866
Section 5. Calcul et mode d'arrondissement	857	Chapitre 12. Obligations de tiers	866
Chapitre 3. Procédure d'imposition	857	Section 1. Obligations de notification de tiers	866
Section 1. Généralités	857	Section 2. Obligations des établissements ou structures de crédit	866
Section 2. Année d'imposition et période imposable	858	<i>[Section 3. Autres obligations dans le cadre de l'impôt d'enregistrement]</i>	866
Section 3. Délai d'imposition	858	<i>[Section 4. Obligations de tiers dans le cadre de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement]</i>	866
Section 4. Feuille d'imposition	858	Chapitre 13. Enquête et contrôle	867
Section 5. Envoi	858	Section 1. Contrôle administratif	867
Chapitre 4. Paiements	858	Sous-section 1. Généralités	867
Section 1. Généralités	858	Sous-section 2. Obligations du contribuable	867
Section 2. Délai de paiement	858	Sous-section 3. Obligations de tiers	867
Section 3. Mode de paiement	858	Sous-section 4. Obligations des organismes publics	867
Section 4. Mentions sur le formulaire de paiement	862	Section 2. Contrôle sur place	867
Section 5. Preuve de paiement	862	Chapitre 14. Prescription	867
Section 6. Date d'effet du paiement	862	Section 1. Délai	867
Section 7. Mode d'imputation de paiement, d'utilisation et d'apurement	863	Section 2. Interruption	867
Section 8. Facilités de paiement	863	Section 3. Suspension	867
Chapitre 5. Réclamation	863	Chapitre 15. Poursuite pénale	867
Section 1. Notification de réception	863	Section 1. Dispositions générales	867
Section 2. Délai de réclamation	863	Section 2. Détection d'infractions	867
Section 3. Personnes physiques et les personnes morales pouvant introduire une réclamation et mode d'introduction de la réclamation	863	Section 3. Sanctions pénales	867
Section 4. Compétences d'enquête	863	Chapitre 16. Echéance du droit de représentation	867
Section 5. Temps de traitement	863	Chapitre 17. Moyens justificatifs de l'administration	867
Section 6. Mode de décision en cas de réclamation	863	Chapitre 18. Augmentations d'impôts et amendes administratives	867
Section 7. Décision collective	863	Chapitre 19. Secret professionnel	867
Section 8. Audition	863	[Chapitre 20. Attestations antérieures]	868
Section 9. Notification	863	Titre 4. Dispositions modificatives	868
Chapitre 6. Exonération d'office	863	Chapitre 1. Modification de l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus	868
Chapitre 7. Annulation	863	Chapitre 2. Modifications de l'arrêté du Gouvernement flamand du 2 avril 1996 portant la redevance visant à lutter contre le délabrement de bâtiments et/ou d'habitations	869
Chapitre 8. Recours judiciaire	863		
Chapitre 9. Intérêts	863		
Section 1. Intérêts de retard	863		
Section 2. Intérêts moratoires	863		
Chapitre 10. Recouvrement	863		
Section 1. Rappel	863		
Section 2. Dernier rappel	863		
Section 3. Poursuite	863		
Sous-section 1. Généralités	863		
Sous-section 2. Poursuite directe	863		
Sous-section 3. Poursuite indirecte	864		
Sous-section 4. Frais de poursuite	865		
Sous-section 5. Personnes chargées de la poursuite	865		

Chapitre 3. Modification de l'arrêté du Gouvernement flamand du 1er juillet 1997 portant exécution du décret du 19 avril 1995 portant des mesures visant à lutter contre et à prévenir la désaffectation et l'abandon de sites d'activité économique	869	Chapitre V. Enregistrement en débit.	893
Chapitre 4. Références mutuelles	869	Chapitre VI. Enregistrement gratuit.	893
Titre 5. Dispositions abrogatoires et mesures transitoires	869	Chapitre VII. Exemption de la formalité de l'enregistrement	895
Titre 6. Titre de citation	870	Chapitre VIII. [Dispositions diverses relatives à la liquidation des droits et au paiement du montant dû]	897
Titre 7. Dispositions d'entrée en vigueur et d'exécution	870	Chapitre IX. Obligations en vue d'assurer la perception des droits.	897
Annexe 1. [...]	870	Section I. Mentions à insérer dans certains actes	897
Annexe 2. Tableaux de concordance	870	Section II. Prescriptions relatives à la délivrance des expéditions.	898
Droits d'enregistrement	871	Section III. Répertoire des actes	898
Code des Droits d'Enregistrement, d'Hypothèque et de Greffe – Région Bruxelles-Capitale	871	Section IV. Devoir de communication	899
Titre I. Droit d'enregistrement.	871	Section V. Obligations imposées aux officiers publics en vue d'assurer le recouvrement du droit d'enregistrement.	900
Chapitre I. Formalité de l'enregistrement et établissement de l'impôt	871	Chapitre X. Moyens de preuve.	900
Chapitre II. Division des droits et règles générales de perception	872	Section I. Dispositions générales	900
Chapitre III. Obligation de l'enregistrement.	873	Section II. Expertise de contrôle	901
Section I. Actes et déclarations assujettis à la formalité	873	Chapitre XI. Insuffisance d'estimation, dissimulation et simulation, sanctions.	902
Section II. Délais pour la présentation à la formalité	874	Chapitre XII. Peines correctionnelles	902
Section III. Personnes tenues de l'obligation de l'enregistrement.	875	Chapitre XIII. Restitution	904
Section IV. Lieu de l'enregistrement	876	Chapitre XIV. Prescription	906
Section V. Sanctions.	876	Chapitre XV. Poursuites et instances	907
Chapitre IV. Fixation des droits	877	Chapitre XVI. Dispositions particulières relatives aux ventes publiques de meubles.	908
Section I. Transmissions à titre onéreux de biens immeubles.	877	Chapitre XVII. Renseignements à fournir par [l'Administration générale de la Documentation patrimoniale]	909
Section II. Ventes publiques de biens meubles corporels	880	Chapitre XVIII. [Droit spécial sur la nationalité, les lettres patentes de noblesse et les autorisations de changer de nom ou de prénoms]	909
Section III. [...]	880	Section I. [Nationalité]	909
Section IV. Baux	880	Section II. [Lettres patentes de noblesse et autorisations de changer de nom ou de prénoms]	910
Section V. [...]	881	Section III. [Dispositions communes aux sections II et III]	910
Section VI. Constitutions d'hypothèque [...]	881	Chapitre XIX. Amende spéciale pour dépôt tardif des actes de société soumis à publications	910
Section VII-VIII. [...]	882	Titre II. Droit d'hypothèque.	910
Section IX. [...]	882	Titre III. Droit de greffe.	911
Section X. Partages	882	Chapitre I. Etablissement de l'impôt et fixation des droits	911
Section XI. [Sociétés]	882	Section I. Droit de mise au rôle.	911
Section XII. Donations	886	Section Ibis. Droit de rédaction.	912
Sous-section I. Dispositions générales	886	Section II. Droit d'expédition	912
Sous-section II. [Dispositions spécifiques aux donations d'entreprises]	888	Section III. [...]	913
Section XIII. [...]	890	Section IV. Droit d'inscription au registre du commerce, au registre de l'artisanat et aux registres des groupements d'intérêt économique	913
Section XIV. Jugements et arrêts	890	Chapitre II. Exemptions.	913
Section XV-XVII. [...]	891	Chapitre III. Dispositions diverses	913
Section XVIII. [...]	891	Section I. Mesures tendant à favoriser, par une réduction des droits d'enregistrement, la construction de nouveaux bâtiments	924
Section XIX. Protêts	891	Section II. Dispositions diverses.	924
[Section XIXbis. Actes et écrits annexés]	891		
Section XX. Actes exemptés du droit proportionnel et assujettis au droit fixe général.	891		
[Section XXI. Actes exemptés du droit proportionnel et assujettis à un droit fixe spécifique de 10 euros]	893		

Arrêté royal du 11 janvier 1940 relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe - Région Bruxelles-Capitale	925
Annexe I.	927
Annexe II.	929

Arrêté royal du 18 juillet 1972 relatif à l'exécution des articles 117 et 120 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe - Région Bruxelles-Capitale	929
---	-----

Code des Droits d'Enregistrement, d'Hypothèque et de Greffe – Région wallonne	929
--	-----

Titre I. Droit d'enregistrement	929
Chapitre I. Formalité de l'enregistrement et établissement de l'impôt	929
Chapitre II. Division des droits et règles générales de perception	931
Chapitre III. Obligation de l'enregistrement	932
Section I. Actes et déclarations assujettis à la formalité	932
Section II. Délais pour la présentation à la formalité	933
Section III. Personnes tenues de l'obligation de l'enregistrement.	934
Section IV. Lieu de l'enregistrement	935
Section V. Sanctions	935
Chapitre IV. Fixation des droits	935
Section I. Transmissions à titre onéreux de biens immeubles	935
Section II. Ventes publiques de biens meubles corporels	942
Section III. [...]	943
Section IV. Baux	943
Section V. [...]	943
Section VI. Constitutions d'hypothèque [...]	943
Section VII-VIII. [...]	944
Section IX. Mainlevées	944
Section X. Partages	944
Section XI. [Sociétés]	945
Section XII. Donations	949
Sous-section I. Dispositions générales	949
Sous-section II. Dispositions spécifiques aux donations d'entreprises	953
Section XIII. [...]	955
Section XIV. Jugements et arrêts.	955
Section XV-XVII. [...]	956
Section XVIII. [...]	956
Section XIX. Protêts.	956
[Section XIXbis. Actes et écrits annexés]	956
Section XX. Actes exemptés du droit proportionnel et assujettis au droit fixe général.	956
Section XXI. Actes exemptés du droit proportionnel et assujettis à un droit spécifique de 10 euros	959
Chapitre V. Enregistrement en débet	959
Chapitre VI. Enregistrement gratuit	960
Chapitre VII. Exemption de la formalité de l'enregistrement	961

Chapitre VIII. [Dispositions diverses relatives à la liquidation des droits et au paiement du montant dû]	963
Chapitre IX. Obligations en vue d'assurer la perception des droits	963
Section I. Mentions à insérer dans certains actes	963
Section II. Prescriptions relatives à la délivrance des expéditions	964
Section III. Répertoire des actes	964
Section IV. Devoir de communication	965
Section V. Obligations imposées aux officiers publics en vue d'assurer le recouvrement du droit d'enregistrement.	966
Chapitre X. Moyens de preuve.	966
Section I. Dispositions générales	966
Section II. Expertise de contrôle	967
Chapitre XI. Insuffisance d'estimation, dissimulation et simulation, sanctions.	968
Chapitre XII. Peines correctionnelles	968
Chapitre XIII. Restitution	970
Chapitre XIV. Prescription	972
Chapitre XV. Poursuites et instances	973
Chapitre XVI. Dispositions particulières relatives aux ventes publiques de meubles.	974
Chapitre XVII. Renseignements à fournir par [l'Administration générale de la Documentation patrimoniale]	975
Chapitre XVIII. [Droit spécial sur la nationalité, les lettres patentes de noblesse et les autorisations de changer de nom ou de prénoms]	975
Section I. [Nationalité]	975
Section II. [Lettres patentes de noblesse et autorisations de changer de nom ou de prénoms].	975
Section III. [Dispositions communes aux sections II et III].	976
Chapitre XIX. Amende spéciale pour dépôt tardif des actes de société soumis à publications	976
Titre II. Droit d'hypothèque	976
Titre III. Droit de greffe	977
Chapitre I. Etablissement de l'impôt et fixation des droits	977
Section I. Droit de mise au rôle	977
Section Ibis. Droit de rédaction	977
Section II. Droit d'expédition	978
Section III. [...]	978
Section IV. Droit d'inscription au registre du commerce, au registre de l'artisanat et aux registres des groupements d'intérêt économique.	978
Chapitre II. Exemptions.	978
Chapitre III. Dispositions diverses	979
Section I. Mesures tendant à favoriser, par une réduction des droits d'enregistrement, la construction de nouveaux bâtiments	990
Section II. Dispositions diverses	990

Arrêté royal du 11 janvier 1940 relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe - Région wallonne	991
Annexe I.	992

Arrêté royal du 18 juillet 1972 relatif à l'exécution des articles 117 et 120 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe - Région wallonne 994

Code des Droits d'Enregistrement, d'Hypothèque et de Greffe - Dispositions fédérales, applicable pour la Région flamande 995

Titre I. Droit d'enregistrement. 995

Chapitre I. Formalité de l'enregistrement et établissement de l'impôt 995

Chapitre II. Division des droits et règles générales de perception 996

Chapitre III. Obligation de l'enregistrement. 997

Section I. Actes et déclarations assujettis à la formalité 997

Section II. Délais pour la présentation à la formalité 999

Section III. Personnes tenues de l'obligation de l'enregistrement. 999

Section IV. Lieu de l'enregistrement 1000

Section V. Sanctions. 1001

Chapitre IV. Fixation des droits 1001

Section I. Transmissions à titre onéreux de biens immeubles. 1001

Section II. Ventes publiques de biens meubles corporels 1002

Section III. [...] 1002

Section IV. Baux 1002

Section V. [...] 1003

Section VI. Constitutions d'hypothèque [...] 1003

Section VII-VIII. [...] 1004

Section IX. Mainlevées 1004

Section X. Partages 1004

Section XI. [Sociétés] 1004

Section XII. Donations 1007

Sous-section I. Dispositions générales 1007

Sous-section II. [Dispositions particulières pour des donations d'entreprises et de sociétés]. 1007

Sous-section III. Dispositions particulières temporaires pour les donations de parcelles de terrain destinées à la construction d'habitations selon les prescriptions d'urbanisme 1007

Section XIII. [...] 1007

Section XIV. Jugements et arrêts 1008

Section XV-XVII. [...] 1009

Section XVIII. [...] 1009

Section XIX. Protêts 1009

[Section XIXbis. Actes et écrits annexés] 1009

Section XX. Actes exemptés du droit proportionnel et assujettis au droit fixe général. 1009

Chapitre V. Enregistrement en débet 1009

Chapitre VI. Enregistrement gratuit 1010

Chapitre VII. Exemption de la formalité de l'enregistrement 1010

Chapitre VIII. [Dispositions diverses relatives à la liquidation des droits et au paiement du montant dû]. 1012

Chapitre IX. Obligations en vue d'assurer la perception des droits 1013

Section I. Mentions à insérer dans certains actes 1013

Section II. Prescriptions relatives à la délivrance des expéditions. 1013

Section III. Répertoire des actes 1014

Section IV. Devoir de communication 1015

Section V. Obligations imposées aux officiers publics en vue d'assurer le recouvrement du droit d'enregistrement. 1016

Chapitre X. Moyens de preuve. 1016

Section I. Dispositions générales 1016

Section II. Expertise de contrôle 1016

Chapitre XI. Insuffisance d'estimation, dissimulation et simulation, sanctions. 1018

Chapitre XII. Peines correctionnelles 1018

Chapitre XIII. Restitution 1020

Chapitre XIV. Prescription. 1021

Chapitre XV. Poursuites et instances 1022

Chapitre XVI. Dispositions particulières relatives aux ventes publiques de meubles. 1023

Chapitre XVII. Renseignements à fournir par [l'Administration générale de la Documentation patrimoniale] 1024

Chapitre XVIII. [Droit spécial sur la nationalité, les lettres patentes de noblesse et les autorisations de changer de nom ou de prénoms] 1024

Section I. [Nationalité] 1024

Section II. [Lettres patentes de noblesse et autorisations de changer de nom ou de prénoms]. 1024

Section III. [Dispositions communes aux sections II et III]. 1025

Chapitre XIX. Amende spéciale pour dépôt tardif des actes de société soumis à publications 1025

Titre II. Droit d'hypothèque. 1025

Titre III. Droit de greffe. 1026

Chapitre I. Etablissement de l'impôt et fixation des droits 1026

Section I. Droit de mise au rôle. 1026

Section Ibis. Droit de rédaction. 1026

Section II. Droit d'expédition 1027

Section III. [...] 1027

Section IV. Droit d'inscription au registre du commerce, au registre de l'artisanat et aux registres des groupements d'intérêt économique. 1027

Chapitre II. Exemptions. 1027

Chapitre III. Dispositions diverses 1028

Section I. Mesures tendant à favoriser, par une réduction des droits d'enregistrement, la construction de nouveaux bâtiments 1039

Section II. Dispositions diverses. 1039

Arrêté royal du 11 janvier 1940 relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe - Région flamande 1040

Annexe I. 1041

Annexe II. 1043

Arrêté royal du 18 juillet 1972 relatif à l'exécution des articles 117 et 120 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe - Région flamande. 1044

Droits de succession	1045	Chapitre XVII. Renseignements à fournir par [l'Administration générale de la Documentation patrimoniale]	1068
Code des droits de Succession – Région de Bruxelles-Capitale.	1045	[Chapitre XVIII. Dispositions communes à tous les impôts]	1069
Livre I. Droits de succession et de mutation par décès	1045	Livre II. Taxe compensatoire des droits de succession.	1078
Chapitre I. Etablissement des droits.	1045	Chapitre I. Etablissement de la taxe	1078
Section I. Successions ab intestat et testamentaires	1045	Chapitre II. Assiette de la taxe	1079
Section II. Transmissions et dispositions assimilées aux mutations à cause de mort.	1045	Chapitre III. Déclaration	1080
Chapitre II. Actif imposable	1046	Chapitre IV. Liquidation et paiement de la taxe	1080
Section I. Droit de succession	1046	Chapitre V. Dispositions diverses	1080
Section II. Droit de mutation par décès.	1047	Livre IIbis. [...]	1086
Chapitre III. Evaluation de l'actif imposable	1047	Livre III. [...]	1086
Section I. Règles générales	1047	Section I. Mesures générales.	1086
Section II. Règles particulières	1047	Section II. Mesures particulières.	1086
Chapitre IV. Passif admissible	1048	Arrêté royal du 31 mars 1936 portant règlement général des droits de succession - Région Bruxelles-Capitale.	1087
Chapitre V. Déclaration de succession	1049	Annexe I.	1089
Section I. Obligation de déclarer	1049	Annexe II. [...]	1089
Section II. Personnes tenues de déclarer - Bureau compétent	1049	Annexe III. [...]	1089
Section III. Délai	1050	Annexe IV. [...]	1089
Section IV. Forme et contenue	1050	Code des Droits de Succession – Région wallonne	1090
Section V. Défaut de déclaration	1051	Livre I. Droits de succession et de mutation par décès	1090
Chapitre VI. Tarif des droits	1051	Chapitre I. Etablissement des droits	1090
Section I. Tarif général.	1051	Section I. Successions ab intestat et testamentaires	1090
Section II. Règles particulières	1052	Section II. Transmissions et dispositions assimilées aux mutations à cause de mort.	1090
Chapitre VII. Exemptions et réductions	1052	Chapitre II. Actif imposable	1091
Section I. Exemptions.	1052	Section I. Droit de succession	1091
Section II. Réductions	1053	Section II. Droit de mutation par décès.	1092
Chapitre VIII. Liquidation des droits	1056	Chapitre III. Evaluation de l'actif imposable	1092
Section I. Règles générales	1056	Section I. Règles générales	1092
Section II. Règles particulières	1056	Section II. Règles particulières	1092
Chapitre IX. Paiement des droits et amendes	1056	Chapitre IV. Passif admissible	1093
Section I. Obligation	1056	Chapitre V. Déclaration de succession	1093
Section II. Contribution	1057	Section I. Obligation de déclarer	1093
Section III. Délai de paiement	1057	Section II. Personnes tenues de déclarer – Bureau compétent	1094
Section IV. Intérêt moratoire	1058	Section III. Délai	1094
Section V. Modes de paiement	1058	Section IV. Forme et contenu	1095
Chapitre X. Garanties de l'état	1059	Section V. Défaut de déclaration	1096
Section I. Sécurité réelles	1059	Chapitre VI. Tarif des droits	1096
Section II. [Héritier habitant en dehors de l'Espace économique européen]	1059	Section I. Tarif général.	1096
Chapitre XI. Obligations imposées à des tiers en vue d'assurer la juste perception des droits de succession dus par suite du décès d'habitants du royaume	1060	Section II. Règles particulières	1096
Chapitre XIIbis. Disposition commune à tous les impôts	1063	Chapitre VII. Exemptions et réductions.	1097
Chapitre XII. Moyens de preuve	1063	Section I. Exemptions.	1097
Section I. Moyens de preuve de droit commun.	1063	Section II. Réductions	1100
Section II. Moyens spéciaux de preuve.	1063	Chapitre VIII. Liquidation des droits	1103
Section III. Expertise de contrôle.	1063	Section I. Règles générales	1103
Chapitre XIII. Pénalités.	1064	Section II. Règles particulières	1104
Section I. Amendes fiscales.	1064	Chapitre IX. Paiement des droits et amendes	1104
Section II. Peines correctionnelles.	1065	Section I. Obligation	1104
Chapitre XIV. Restitution des droits.	1066		
Chapitre XV. Prescription	1067		
Chapitre XVI. Poursuites et instances	1068		

Section II. Contribution	1105	[Section III. Dispositions particulières pour acquérir des entreprises et des sociétés]	1139
Section III. Délai de paiement	1105	Chapitre IX. Paiement des droits et amendes	1140
Section IV. Intérêt moratoire	1105	Section I. Obligation	1140
Section V. Modes de paiement	1105	Section II. Contribution	1140
Chapitre X. Garanties de l'état	1106	Section III. Délai de paiement	1140
Section I. Sûretés réelles	1106	Chapitre XI. Obligations imposées à des tiers en vue d'assurer la juste perception des droits de succession dus par suite de décès d'habitants du royaume	1140
Section II. [Héritier habitant en dehors de l'Espace économique européen]	1107	Chapitre XVII. Renseignements à fournir par [l'Administration générale de la Documentation patrimoniale]	1143
Chapitre XI. Obligations imposées à des tiers en vue d'assurer la juste perception des droits de succession dus par suite de décès d'habitants du royaume	1108	Livre II. Taxe compensatoire des droits de succession	1152
Chapitre XIbis. Disposition commune à tous les impôts	1110	Chapitre I. Etablissement de la taxe	1152
Chapitre XII. Moyens de preuve	1110	Chapitre II. Assiette de la taxe	1153
Section I. Moyens de preuve de droit commun	1110	Chapitre III. Déclaration	1154
Section II. Moyens spéciaux de preuve	1111	Chapitre IV. Liquidation et paiement de la taxe	1154
Section III. Expertise de contrôle	1111	Chapitre V. Dispositions diverses	1154
Chapitre XIII. Pénalités	1112	Livre IIbis. [...]	1159
Section I. Amendes fiscales	1112	Livre III. [...]	1159
Section II. Peines correctionnelles	1113	Section I. Mesures générales	1159
Chapitre XIV. Restitution des droits	1114	Section II. Mesures particulières	1160
Chapitre XV. Prescription	1115	Arrêté royal du 31 mars 1936 portant règlement général des droits de succession - Région flamande.	1160
Chapitre XVI. Poursuites et instances	1116	Annexe I.	1161
Chapitre XVII. Renseignements à fournir par [l'Administration générale de la Documentation patrimoniale]	1117	Annexe II. [...]	1161
[Chapitre XVIII. Dispositions communes à tous les impôts]	1117	Annexe III. [...]	1161
Livre II. Taxe compensatoire des droits de succession	1127	Annexe IV. [...]	1161
Chapitre I. Etablissement de la taxe	1127	Tome 3.	
Chapitre II. Assiette de la taxe	1127	Législation relative aux entreprises	
Chapitre III. Déclaration	1128	A. Législation relative à la comptabilité	1165
Chapitre IV. Liquidation et paiement de la taxe	1128	Code de droit économique.	1165
Chapitre V. Dispositions diverses	1129	Code de droit économique du 28 février 2013 (Extrait)	1165
Livre IIbis. [...]	1134	Livre I. Définitions	1165
Livre III. [...]	1134	Titre 1. [Définitions générales]	1165
Section I. Mesures générales	1134	Titre 2. Définitions propres à certains livres	1166
Section II. Mesures particulières	1134	Chapitre 1. [Définitions particulières au livre III]	1166
Arrêté royal du 31 mars 1936 portant règlement général des droits de succession - Région wallonne	1135	Livre III. [Liberté d'établissement, de prestation de service et obligations générales des entreprises]	1167
Annexe I.	1137	Titre 1. [Liberté d'établissement et de prestation de service]	1167
Annexe II. [...]	1137	Chapitre 1. [Champ d'application]	1167
Annexe III. [...]	1137	Chapitre 2. [Liberté d'établissement]	1168
Annexe IV. [...]	1137	Section 1. [Régimes d'autorisation]	1168
Code des droits de Succession – Dispositions fédérales, applicables pour la Région flamande	1138	Section 2. [Autres exigences]	1169
Livre I. Droits de succession et de mutation par décès	1138	Chapitre 3. [Liberté de prestation de service]	1170
Chapitre I. Etablissement des droits	1138	Titre 2. [Banque-Carrefour des Entreprises et guichets d'entreprises agréés]	1171
Section I. Successions ab intestat et testamentaires	1138		
Section II. Transmissions et dispositions assimilées aux mutations à cause de mort	1138		
Chapitre VII. Exemptions et réductions	1138		
[Section II. Exemptions]	1138		

Chapitre 1. [Banque-Carrefour des Entreprises] . . .	1171	<i>Titre 3. Plan comptable minimum normalisé des entreprises soumises à des obligations comptables autres que des associations et des fondations</i>	1186
Section 1. [Création de la Banque-Carrefour des Entreprises]	1171	<i>Titre 4. Plan comptable minimum normalisé des associations et des fondations</i>	1186
Section 2. [Inscription dans la Banque-Carrefour des Entreprises]	1171	<i>Titre 5. Disposition abrogatoire</i>	1187
Section 3. [Attribution et utilisation des numéros d'entreprise et des numéros d'unité d'établissement]	1172	<i>Titre 6. Entrée en vigueur</i>	1187
Section 4. [Accès et utilisation des données reprises dans la Banque-Carrefour des Entreprises]	1173	<i>Titre 7. Disposition d'exécution</i>	1187
Section 5. [Réalisation du principe de la collecte unique de données]	1174	Annexe 1. Plan comptable minimum normalisé des entreprises soumises à des obligations comptables autres que les associations et les fondations	1187
Section 6. [Inscription, modification ou radiation des données erronées ou manquantes]	1174	Annexe 2. Modèle de journal normalisé pour associations et fondations	1198
Section 7. [Dispositions particulières concernant le fonctionnement de la Banque-Carrefour des Entreprises] . . .	1175	Annexe 3. Plan comptable minimum normalisé des associations et fondations	1199
Chapitre 2. [Entreprises soumises à inscription] . . .	1176	Annexe 4. Tableau de concordance	1209
Section 1. [Obligation d'inscription]	1176	B. Droit de l'insolvabilité	1210
Section 2. [Obligation de modification]	1176	Code de droit économique du 28 février 2013 (Extrait)	1210
Section 3. [Obligation de radiation]	1177	[Livre XX. Insolvabilité des entreprises] . . .	1210
Section 4. [Dispositions communes à l'inscription, la modification ou la radiation]	1177	[Titre 1. Principes généraux]	1210
Chapitre 3. [Organisation des guichets d'entreprises]	1177	[Chapitre 1. Champ d'application]	1210
Section 1. [Création et tâches des guichets d'entreprises]	1177	[Chapitre 2. Règles de procédure]	1210
Section 2. [Conditions d'agrément pour les guichets d'entreprises]	1178	[Chapitre 3. Registre]	1211
Section 3. [Obligations des guichets d'entreprises]	1179	[Chapitre 4. Praticiens de l'insolvabilité]	1213
Section 4. [Rémunération des guichets d'entreprises] . . .	1179	[Titre 2. Détection des entreprises en difficulté] . . .	1213
Titre 3. [Obligations générales des entreprises] . . .	1180	[Chapitre 1. Collecte des données]	1213
Chapitre 1. [Information, transparence et non-discrimination]	1180	[Chapitre 2. Chambres des entreprises en difficulté] . . .	1214
Section 1. [Obligations d'information et de transparence] . . .	1180	[Titre 3. Mesures provisoires]	1215
Section 2. [Non-discrimination des clients]	1180	[Titre 4. Médiateur d'entreprise et accord amiable] . . .	1216
Chapitre 2. [Comptabilité des entreprises]	1181	[Titre 5. Réorganisation judiciaire]	1217
Arrêtés royaux relatifs à la comptabilité des entreprises	1185	[Chapitre 1. Dispositions générales]	1217
Arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises	1185	[Section 1. Objectif]	1217
Arrêté royal du 21 octobre 2018 portant exécution des articles III.82 A III.95 du code de droit Economique	1185	[Section 2. Dossier de la réorganisation judiciaire]	1217
<i>Titre 1. Règles concernant la comptabilité simplifiée des personnes physiques, des organisations sans personnalité juridique, des sociétés en nom collectif et des sociétés en commandite simple</i>	1185	[Section 3. Requête en réorganisation judiciaire et la procédure subséquente]	1217
<i>Titre 2. Tenue et conservation des livres</i>	1186	[Section 4. Conditions pour l'ouverture d'une procédure de réorganisation judiciaire]	1218
Chapitre 1. Dispositions générales	1186	[Section 5. Jugement sur la requête en réorganisation et ses effets]	1219
Chapitre 2. Journaux auxiliaires	1186	[Section 6. Effets de la décision de réorganisation]	1220
Chapitre 3. Disposition spécifique pour les associations et les fondations qui tiennent une comptabilité simplifiée	1186	[Section 7. Prorogation du sursis]	1222
Chapitre 4. Succursales	1186	[Section 8. Modification de l'objectif de la procédure] . . .	1222
Chapitre 5. Période de conservation	1186	[Section 9. Fin anticipée et clôture de la procédure]	1222
		[Chapitre 2. Réorganisation judiciaire par accord amiable]	1222
		[Chapitre 3. Réorganisation judiciaire par un accord collectif]	1223
		[Chapitre 4. Réorganisation judiciaire par transfert d'entreprise sous autorité judiciaire]	1225
		[Titre 6. Faillite]	1228
		[Chapitre 1. Cessation de paiement et déclaration de faillite]	1228
		[Chapitre 2. Effets de la déclaration de faillite] . . .	1230
		[Chapitre 3. Administration et liquidation de la masse]	1232

[Section 1. Désignation et missions des curateurs et des juges-commissaires]	1232	Section I. [Champ d'application]	1269
[Section 2. Entrée en fonction et tâches des curateurs et des juges-commissaires]	1232	Section II. [Régime de suspension totale de l'exécution du contrat et régime de travail à temps réduit]	1270
[Section 3. Administration de la faillite]	1233	Chapitre III. Fin du contrat	1271
[Chapitre 4. Déclaration et vérification des créances]	1236	Section I. [...]	1271
[Chapitre 5. Liquidation de la faillite]	1237	Section II. [...]	1272
[Chapitre 6. Effacement]	1238	Titre IV. Le contrat de travail de représentant de commerce	1272
[Chapitre 7. Créanciers et cautions]	1239	Titre V. Le contrat de travail domestique	1273
[Section 1. Codébiteurs, sûretés personnelles et cautions]	1239	Chapitre I. Généralités	1273
[Section 2. Créanciers nantis de gages et des créanciers privilégiés sur les biens meubles]	1240	Chapitre II. Obligations des parties	1273
[Section 3. Droits des créanciers hypothécaires privilégiés sur les immeubles]	1240	Chapitre III. Suspension de l'exécution du contrat ..	1273
[Section 4. Effets de la faillite d'un des époux à l'égard de son conjoint]	1240	Chapitre IV. Fin du contrat	1274
[Section 5. Effets de la faillite sur la responsabilité des tiers pour le financement d'une nouvelle activité]	1240	Titre VI. Le contrat d'occupation de travailleur à domicile	1274
[Chapitre 8. Répartition aux créanciers]	1241	Titre VII. Le contrat d'occupation d'étudiants	1275
[Chapitre 9. Vente des immeubles du failli]	1241	Titre VIII. Dispositions finales	1276
[Chapitre 10. Revendication]	1241	D. Droit des sociétés	1278
[Titre 7. Insolvabilité transfrontalière]	1241	Code des sociétés et des associations	1278
[Chapitre 1. Insolvabilité européenne]	1242	Partie 1. Dispositions générales	1278
[Chapitre 2. Autres procédures d'insolvabilité à dimension internationale]	1242	Livre 1. Dispositions introductives	1278
[Titre 8. Actions en responsabilité]	1244	Titre 1. La société, l'association et la fondation	1278
[Titre 9. Interdictions et réhabilitations]	1245	Titre 2. L'apport	1278
[Chapitre 1. Interdictions]	1245	Titre 3. Sociétés cotées et entités d'intérêt public ..	1279
[Chapitre 2. Réhabilitation]	1246	Titre 4. Contrôle, sociétés mère et filiales	1279
[Titre 10. Faillite rapportée]	1246	Chapitre 1. Contrôle	1279
[Titre 11. Evaluation des procédures d'insolvabilité]	1246	Chapitre 2. Consortium	1280
C. Contrats de travail	1247	Chapitre 3. Sociétés liées et associées	1280
Loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail	1247	Chapitre 4. Participation et lien de participation ..	1280
Titre I. Les contrats de travail en général	1247	Titre 5. Dimension des sociétés et des groupes	1280
Chapitre I. Dispositions générales	1247	Chapitre 1. Petites sociétés	1280
Chapitre II. Obligations des parties	1251	Chapitre 2. Groupes de taille réduite	1281
Chapitre III. Suspension de l'exécution du contrat ..	1253	Chapitre 3. Personnel	1281
Chapitre IV. Fin du contrat	1257	Titre 6. Dimension des associations et des fondations ..	1281
Chapitre V. Dispositions particulières concernant les travailleurs mineurs d'âge	1261	Chapitre 1. Petites associations	1281
Titre II. Le contrat de travail d'ouvrier	1261	Chapitre 2. Petites fondations	1282
Chapitre I. Généralités	1261	Titre 7. Délais	1282
Chapitre II. Rémunération en cas de suspension de l'exécution du contrat	1261	Titre 8. Le bénéficiaire effectif	1282
Chapitre III. Fin du contrat	1265	Titre 9. Disposition pénale générale	1283
Section I. [...]	1265	Livre 2. Dispositions communes aux personnes morales régies par le présent code	1283
Section II. [...]	1267	Titre 1. Disposition générale	1283
Titre III. Le contrat de travail d'employé	1267	Titre 2. Engagements pris au nom d'une personne morale en formation	1283
Chapitre I. Dispositions générales	1267	Titre 3. La dénomination et le siège d'une personne morale	1283
Chapitre II. Rémunération en cas de suspension de l'exécution du contrat	1268	Titre 4. Constitution et formalités de publicité	1283
Chapitre II/1. [Régime de suspension totale de l'exécution du contrat et régime de travail à temps réduit]	1269	Chapitre 1. Forme de l'acte constitutif	1283
		Chapitre 2. Acquisition de la personnalité juridique ..	1284
		Chapitre 3. Formalités de publicité	1284
		Section 1. Personnes morales belges	1284
		Sous-section 1. Le dossier de la personne morale ..	1284
		Sous-section 2. Obligations de publication	1289
		Sous-section 3. Opposabilité	1289
		Sous-section 4. De certaines indications à faire dans les actes	1289

<i>Section 2. Personnes morales étrangères disposant en Belgique d'une succursale</i>	1290	<i>Section 3. Disposition pénale</i>	1303
Sous-section 1. Dossier de la personne morale étrangère disposant en Belgique d'une succursale	1290	Chapitre 2. Dissolution des associations et des fondations	1303
Sous-section 2. Obligation de publication	1292	<i>Section 1. Dissolution des ASBL et des AISBL</i>	1303
Sous-section 3. Opposabilité	1292	Sous-section 1. Disposition générale	1303
Sous-section 4. De certaines indications à faire dans les actes émanant des succursales	1292	Sous-section 2. Dissolution volontaire	1303
<i>Section 3. La protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel</i>	1292	Sous-section 3. Dissolution de plein droit	1303
Chapitre 4. Site internet de la personne morale et communications	1292	Sous-section 4. Dissolution judiciaire	1304
Chapitre 5. De la langue	1292	<i>Section 2. Dissolution des fondations</i>	1304
Titre 5. Nullité	1293	Chapitre 3. Liquidation des associations et des fondations	1304
Chapitre 1. Procédure et effets de la nullité des personnes morales	1293	<i>Section 1. Dispositions générales</i>	1304
<i>Section 1. Procédure et effets de la nullité des sociétés et des dispositions des statuts et de l'acte constitutif</i>	1293	<i>Section 2. Liquidation des ASBL et des AISBL</i>	1305
<i>Section 2. Procédure et effets de la nullité des associations et fondations</i>	1293	Sous-section 1. Désignation des liquidateurs	1305
Chapitre 2. Règles de délibération, de nullité et de suspension des décisions d'organes de personnes morales et des décisions de l'assemblée générale des obligataires	1293	Sous-section 2. Pouvoirs du liquidateur	1305
<i>Section 1. Règles de délibération</i>	1293	Sous-section 3. Collège des liquidateurs	1306
<i>Section 2. Nullité des décisions des organes, des décisions de l'assemblée générale des obligataires et des votes</i>	1293	Sous-section 4. Opérations de la liquidation	1306
<i>Section 3. Procédure et effets de la nullité et de la suspension des décisions d'un organe ou de l'assemblée générale des obligataires</i>	1294	Sous-section 5. Clôture et réouverture de la liquidation	1306
Titre 6. Administration	1294	Sous-section 6. Responsabilité des liquidateurs	1308
Chapitre 1. Administration et représentation	1294	<i>Section 3. Liquidation des fondations</i>	1308
Chapitre 2. Responsabilité des administrateurs	1295	Titre 9. Actions et prescriptions	1308
Chapitre 3. Règlement d'ordre intérieur	1296	Titre 10. Dispositions de droit international privé	1308
Titre 7. Résolution des conflits internes	1296	Livre 3. Les comptes annuels	1309
Chapitre 1. Champ d'application et dispositions générales	1296	<i>Titre 1. Comptes annuels des sociétés dotées de la personnalité juridique</i>	1309
Chapitre 2. De l'exclusion	1296	Chapitre 1. Comptes annuels, rapport de gestion et formalités de publicité	1309
Chapitre 3. Du retrait	1297	<i>Section 1. Les comptes annuels</i>	1309
Titre 8. De la dissolution et de la liquidation	1297	<i>Section 2. Le rapport de gestion</i>	1309
Chapitre 1. Dissolution et liquidation des sociétés	1297	<i>Section 3. Le rapport sur les paiements aux gouvernements</i>	1312
<i>Section 1. Dissolution des sociétés</i>	1297	<i>Section 4. Obligations de publicité</i>	1312
Sous-section 1. Disposition générale	1297	Sous-section 1. Sociétés belges	1312
Sous-section 2. Dissolution volontaire	1297	Sous-section 2. Rectification des comptes annuels	1315
Sous-section 3. Dissolution de plein droit	1298	Sous-section 3. Sociétés étrangères	1315
Sous-section 4. Dissolution judiciaire	1298	Chapitre 2. Les comptes consolidés, le rapport de gestion et les prescriptions en matière de publicité	1315
<i>Section 2. Liquidation des sociétés</i>	1298	<i>Section 1. Champ d'application</i>	1315
Sous-section 1. Dispositions générales	1298	<i>Section 2. Généralités: l'obligation de consolidation</i>	1315
Sous-section 2. Clôture immédiate de la liquidation	1299	<i>Section 3. Périmètre de consolidation et comptes consolidés</i>	1317
Sous-section 3. Liquidation par un ou plusieurs liquidateurs	1299	<i>Section 4. Rapport de gestion sur les comptes consolidés</i>	1317
Sous-section 4. Pouvoirs du liquidateur	1300	<i>Section 5. Rapport consolidé sur les paiements aux gouvernements</i>	1318
Sous-section 5. Collège des liquidateurs	1300	<i>Section 6. Prescriptions en matière de publicité</i>	1318
Sous-section 6. Opérations de la liquidation	1301	Chapitre 3. Arrêtés royaux d'exécution du présent titre et exceptions	1318
Sous-section 7. Clôture de la liquidation	1302	Chapitre 4. Dispositions pénales	1319
Sous-section 8. Réouverture de la liquidation	1302	Titre 2. Comptes annuels et budgets des associations	1319
Sous-section 9. Responsabilité des liquidateurs	1303	Titre 3. Comptes annuels et budgets des fondations	1321
		Titre 4. Le contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés des sociétés dotées de la personnalité juridique	1322
		Chapitre 1. Dispositions générales en matière de contrôle légal	1322
		<i>Section 1. Définitions</i>	1322
		<i>Section 2. Nomination</i>	1322

<i>Section 3. Durée du mandat et nombre de mandats successifs</i>	1322	Chapitre 1. Dispositions générales	1336
<i>Section 4. Obligations</i>	1323	Chapitre 2. De la forme des titres	1336
Sous-section 1. Principes d'indépendance	1323	<i>Section 1. Titres nominatifs</i>	1336
Sous-section 2. Services non-audit	1323	<i>Section 2. Titres dématérialisés</i>	1337
Sous-section 3. Rapport entre les honoraires relatifs au contrôle des comptes et les autres honoraires	1324	Chapitre 3. Des différentes catégories de titres	1339
<i>Section 5. Honoraires</i>	1325	<i>Section 1. Des actions</i>	1339
<i>Section 6. Démission et révocation</i>	1326	Sous-section 1. Dispositions générales	1339
<i>Section 7. Compétences</i>	1326	Sous-section 2. Actions sans droit de vote	1339
<i>Section 8. Responsabilité</i>	1326	<i>Section 2. Des classes d'actions</i>	1339
Chapitre 2. Contrôle légal des comptes annuels	1327	<i>Section 3. Certificats</i>	1339
Chapitre 3. Contrôle légal des comptes consolidés	1328	<i>Section 4. Obligations</i>	1340
<i>Section 1. Régime général</i>	1328	Sous-section 1. Dispositions générales	1340
<i>Section 2. Arrêtés royaux relatifs au contrôle des comptes consolidés</i>	1329	Sous-section 2. Des obligations convertibles	1340
Chapitre 4. Contrôle dans les sociétés où il existe un conseil d'entreprise	1329	<i>Section 5. Des droits de souscription</i>	1340
<i>Section 1. Nature du contrôle</i>	1329	Chapitre 4. Du transfert de titres	1341
<i>Section 2. Sociétés où un commissaire est nommé</i>	1330	<i>Section 1. Dispositions générales</i>	1341
<i>Section 3. Sociétés où aucun commissaire n'a été nommé</i>	1330	<i>Section 2. Du transfert des actions</i>	1341
<i>Section 4. Arrêtés royaux relatifs au contrôle dans les sociétés où il existe un conseil d'entreprise</i>	1330	<i>Section 3. Restrictions à la cessibilité des titres</i>	1341
Chapitre 5. Dispositions pénales	1330	<i>Section 4. Offre de reprise</i>	1341
Titre 5. Le contrôle légal des comptes annuels des associations	1331	Titre 4. Organes de la société et assemblée générale des obligataires	1342
Titre 6. Le contrôle légal des comptes annuels des fondations	1331	Chapitre 1. Administration	1342
Titre 7. Pouvoir individuel d'investigation et de contrôle des associés, des actionnaires et des membres	1331	<i>Section 1. Composition</i>	1342
Partie 2. Les sociétés	1331	<i>Section 2. Rémunération</i>	1342
Livre 4. La société simple, la société en nom collectif et la société en commandite	1331	<i>Section 3. Pouvoirs et fonctionnement</i>	1342
<i>Titre 1. Dispositions introductives</i>	1331	<i>Section 4. Gestion journalière</i>	1343
<i>Titre 2. Les parts d'associé</i>	1332	Chapitre 2. Assemblée générale des actionnaires	1343
<i>Titre 3. L'administration des affaires sociales</i>	1332	<i>Section 1. Dispositions communes</i>	1343
<i>Titre 4. Les décisions des associés réunis en assemblée</i>	1332	Sous-section 1. Egalité de traitement	1343
<i>Titre 5. Le patrimoine social et les droits des créanciers</i>	1332	Sous-section 2. Pouvoirs	1343
<i>Titre 6. La dissolution de la société, le retrait et l'exclusion d'un associé</i>	1332	Sous-section 3. Convocation de l'assemblée générale	1344
<i>Titre 7. Dispositions spécifiques à la société en nom collectif et la société en commandite</i>	1333	Sous-section 4. Assemblée générale écrite	1344
Livre 5. La société à responsabilité limitée	1334	Sous-section 5. Participation à l'assemblée générale	1344
<i>Titre 1. Nature et qualification</i>	1334	Sous-section 6. Tenue de l'assemblée générale	1345
<i>Titre 2. Constitution</i>	1334	Sous-section 7. Modalités de l'exercice du droit de vote	1345
Chapitre 1. Capitaux propres de départ	1334	<i>Section 2. Assemblée générale ordinaire</i>	1345
Chapitre 2. Souscription des actions	1334	<i>Section 3. Assemblée générale extraordinaire</i>	1345
<i>Section 1. Souscription intégrale</i>	1334	Sous-section 1. Modification des statuts en général	1345
<i>Section 2. Apport en nature</i>	1334	Sous-section 2. Modification de l'objet et des buts	1346
Chapitre 3. Libération des apports	1335	Sous-section 3. Modification des droits attachés aux classes d'actions	1346
Chapitre 4. Formalités de constitution	1335	Chapitre 3. De l'action sociale et de l'action minoritaire	1346
Chapitre 5. Nullité	1336	<i>Section 1. De l'action sociale</i>	1346
Chapitre 6. Garantie et responsabilités	1336	<i>Section 2. De l'action minoritaire</i>	1346
Titre 3. Des titres et de leur transfert	1336	<i>Section 3. Experts</i>	1346
		Chapitre 4. Assemblée générale des obligataires	1347
		<i>Section 1. Champ d'application</i>	1347
		<i>Section 2. Pouvoirs</i>	1347
		<i>Section 3. Convocation de l'assemblée générale des obligataires</i>	1347
		<i>Section 4. Participation à l'assemblée générale des obligataires</i>	1347
		<i>Section 5. Tenue de l'assemblée générale des obligataires</i>	1347

Section 6. Modalités de l'exercice du droit de vote	1347	Chapitre 4. Du transfert de titres	1360
Titre 5. Du patrimoine de la société	1348	Section 1. Dispositions générales	1360
Chapitre 1. [Apports supplémentaires et émission de nouvelles actions, d'obligations convertibles et de droits de souscription].	1348	Section 2. Du transfert des actions	1360
Section 1. Dispositions communes	1348	Section 3. Restrictions à la cessibilité des titres	1361
Section 2. Apports en numéraire	1348	Titre 4. Organes de la société et assemblée générale des obligataires	1361
Sous-section 1. Droit de préférence	1348	Chapitre 1. Administration	1361
Sous-section 2. Limitation et suppression du droit de préférence	1349	Section 1. Composition	1361
Sous-section 3. Libération des apports en numéraire	1349	Section 2. Rémunération	1361
Section 3. Apport en nature	1350	Section 3. Pouvoirs et fonctionnement	1361
Section 4. Délégation de pouvoirs à l'organe d'administration	1350	Section 4. Gestion journalière	1362
Sous-section 1. Principes	1350	Chapitre 2. Assemblée générale des actionnaires	1363
Sous-section 2. Limitations	1351	Section 1. Dispositions communes	1363
Sous-section 3. [Emission d'actions, d'obligations convertibles et de droits de souscription par l'organe d'administration]	1351	Sous-section 1. Egalité de traitement	1363
Section 5. Garantie et responsabilité	1351	Sous-section 2. Pouvoirs	1363
Chapitre 2. Maintien du patrimoine de la société	1351	Sous-section 3. Convocation de l'assemblée générale	1363
Section 1. Des distributions aux actionnaires et tantièmes	1351	Sous-section 4. Assemblée générale écrite	1363
Section 2. De l'acquisition d'actions ou de certificats propres	1352	Sous-section 5. Participation à l'assemblée générale	1363
Sous-section 1. Conditions de l'acquisition	1352	Sous-section 6. Tenue de l'assemblée générale	1364
Sous-section 2. Sort des actions et des certificats acquis	1352	Sous-section 7. Modalités de l'exercice du droit de vote	1364
Sous-section 3. Mentions dans les documents sociaux	1353	Section 2. Assemblée générale ordinaire	1364
Section 3. Financement de l'acquisition d'actions ou de certificats de la société par des tiers	1353	Section 3. Assemblée générale extraordinaire	1364
Section 4. Procédure de sonnette d'alarme	1353	Sous-section 1. Modification des statuts en général	1364
Titre 6. Démission et exclusion à charge du patrimoine social	1353	Sous-section 2. Modification de l'objet, des buts, de la finalité ou des valeurs	1364
Titre 7. Durée et dissolution	1354	Sous-section 3. Modification des droits attachés aux classes d'actions	1365
Titre 8. Dispositions pénales	1354	Chapitre 3. De l'action sociale et de l'action minoritaire	1365
Livre 6. La société coopérative	1354	Section 1. De l'action sociale	1365
Titre 1. Nature et qualification	1354	Section 2. De l'action minoritaire	1365
Titre 2. Constitution	1355	Section 3. Experts	1365
Chapitre 1. Dispositions générales	1355	Chapitre 4. Assemblée générale des obligataires	1365
Chapitre 2. Capitaux propres de départ	1355	Section 1. Champ d'application	1365
Chapitre 3. Souscription des actions	1355	Section 2. Pouvoirs	1365
Section 1. Souscription intégrale	1355	Section 3. Convocation de l'assemblée générale des obligataires	1366
Section 2. Apport en nature	1355	Section 4. Participation à l'assemblée générale des obligataires	1366
Chapitre 4. Libération des apports	1356	Section 5. Tenue de l'assemblée générale des obligataires	1366
Chapitre 5. Formalités de constitution	1356	Section 6. Modalités de l'exercice du droit de vote	1366
Chapitre 6. Nullité	1356	Titre 5. Du patrimoine de la société	1366
Chapitre 7. Garantie et responsabilités	1357	Chapitre 1. Emission d'actions nouvelles et admission	1366
Titre 3. Des titres et de leur transfert	1357	Section 1. Dispositions communes	1366
Chapitre 1. Dispositions générales	1357	Section 2. Apport en nature	1367
Chapitre 2. De la forme des titres	1357	Section 3. Garantie et responsabilité	1368
Section 1. Titres nominatifs	1357	Chapitre 2. Maintien du patrimoine de la société	1368
Section 2. Titres dématérialisés	1358	Section 1. Des distributions aux actionnaires et tantièmes	1368
Chapitre 3. Des différentes catégories de titres	1359	Section 2. Financement de l'acquisition d'actions de la société par des tiers	1368
Section 1. Des actions	1359	Section 3. Procédure de sonnette d'alarme	1369
Section 2. Des classes d'actions	1360	Titre 6. Démission et exclusion à charge du patrimoine social	1369
Section 3. Des obligations	1360		

Section 1. Démission	1369	Section 5. Responsabilités	1393
Section 2. Perte de qualité	1369	Chapitre 2. Assemblée générale des actionnaires ..	1393
Section 3. Exclusion	1370	Section 1. Dispositions communes	1393
Section 4. Publication du nombre d'actions, par classe ..	1370	Sous-section 1. Egalité de traitement	1393
Titre 7. Durée et dissolution	1370	Sous-section 2. Pouvoirs	1393
Titre 8. Dispositions pénales	1370	Sous-section 3. Convocation de l'assemblée gé- nérale	1393
Livre 7. La société anonyme	1370	Sous-section 4. Assemblée générale écrite	1396
Titre 1. Nature et qualification	1370	Sous-section 5. Participation à l'assemblée gé- nérale	1396
Titre 2. Constitution	1370	Sous-section 6. Tenue de l'assemblée générale ..	1397
Chapitre 1. Montant du capital	1370	Sous-section 7. Modalités d'exercice du droit de vote	1397
Chapitre 2. Souscription du capital	1371	[Sous-section 8. Transparence des conseillers en vote]	1399
Section 1. Intégralité de la souscription	1371	Section 2. Assemblée générale ordinaire	1400
Section 2. Apport en nature	1371	Section 3. Assemblée générale spéciale	1400
Section 3. Quasi-apport	1371	Section 4. Assemblée générale extraordinaire	1400
Chapitre 3. Libération du capital	1372	Sous-section 1. Modification des statuts: généra- lités	1400
Chapitre 4. Formalités de constitution	1372	Sous-section 2. Modification de l'objet et des buts	1401
Section 1. Procédé de constitution	1372	Sous-section 3. Modification des droits attachés à des classes d'actions ou de parts bénéficiaires ..	1401
Section 2. Mentions de l'acte constitutif	1373	Chapitre 3. De l'action sociale et de l'action minori- taire	1401
Chapitre 5. Nullité	1373	Section 1. De l'action sociale	1401
Chapitre 6. Garantie et responsabilités	1373	Section 2. De l'action minoritaire	1401
Titre 3. Des titres et de leur transfert	1373	Section 3. Experts	1402
Chapitre 1. Dispositions générales	1373	Chapitre 4. Assemblée générale des obligataires ..	1402
Chapitre 2. De la forme des titres	1374	Section 1. Champ d'application	1402
Section 1. Titres nominatifs	1374	Section 2. Pouvoirs	1402
Section 2. Titres dématérialisés	1375	Section 3. Convocation de l'assemblée générale des obliga- taires	1402
Chapitre 3. Des différentes catégories de titres ..	1376	Section 4. Participation à l'assemblée générale des obliga- taires	1402
Section 1. Des actions	1376	Section 5. Tenue de l'assemblée générale des obligataires ..	1402
Sous-section 1. Dispositions générales	1376	Section 6. Modalités d'exercice du droit de vote	1403
Sous-section 2. Des actions sans droit de vote ..	1377	Titre 5. Du capital	1403
Section 2. Des parts bénéficiaires	1377	Chapitre 1. Augmentation du capital	1403
Section 3. Des classes d'actions ou de parts bénéficiaires ..	1378	Section 1. Dispositions communes	1403
Section 4. Des certificats	1378	Section 2. Augmentation de capital par apports en numé- raire	1404
Section 5. Des obligations	1378	Sous-section 1. Droit de préférence	1404
Sous-section 1. Dispositions générales	1378	Sous-section 2. Limitation du droit de préférence ..	1405
Sous-section 2. Des obligations convertibles ..	1378	Sous-section 3. Libération des apports en numé- raire	1406
Section 6. Des droits de souscription	1379	Section 3. Augmentation de capital par apports en nature ..	1406
Chapitre 4. Du transfert de titres	1379	Section 4. Le capital autorisé	1407
Section 1. Dispositions générales	1379	Sous-section 1. Principes	1407
Section 2. Restrictions à la cessibilité des titres	1379	Sous-section 2. Limitations	1407
Section 3. L'offre de reprise	1380	Sous-section 3. Mentions dans le rapport de ges- tion	1408
Section 4. Publicité des participations importantes ..	1380	Section 5. Augmentation de capital destinée au personnel ..	1408
Titre 4. Organes de la société et assemblée générale des obligataires	1381	Section 6. Garantie et responsabilités	1408
Chapitre 1. Administration	1381	Chapitre 2. Réduction du capital	1408
Section 1. Administration moniste	1381	Chapitre 3. Maintien du capital	1409
Sous-section 1. Composition	1381	Section 1. De la répartition bénéficiaire	1409
Sous-section 2. Rémunération	1382		
Sous-section 3. Pouvoirs et fonctionnement du conseil d'administration	1383		
Sous-section 4. Comités au sein du conseil d'ad- ministration	1385		
Section 2. L'administrateur unique	1387		
Section 3. Administration duale	1388		
Sous-section 1. Organes et composition	1388		
Sous-section 2. Rémunération	1388		
Sous-section 3. Pouvoirs et fonctionnement ..	1388		
Sous-section 4. Comités au sein du conseil de surveillance	1391		
Section 4. Gestion journalière	1393		

Sous-section 1. Constitution d'un fonds de réserve	1409	Chapitre 1. Dispositions introductives	1418
Sous-section 2. Bénéfices distribuables.	1409	Chapitre 2. Nullité	1418
Sous-section 3. Acompte sur dividendes.	1409	Titre 2. Organes	1418
Sous-section 4. Sanction	1409	Chapitre 1. L'assemblée générale des membres.	1418
<i>Section 2. De l'acquisition d'actions, de parts bénéficiaires ou de certificats propres.</i>	1409	<i>Section 1. Dispositions communes</i>	1418
Sous-section 1. De l'acquisition d'actions, de parts bénéficiaires ou de certificats propres par la société elle-même	1409	Sous-section 1. Compétences	1418
Sous-section 2. Acquisition d'actions, de parts bénéficiaires ou de certificats de la société par une société filiale	1411	Sous-section 2. Convocation de l'assemblée générale.	1418
Sous-section 3. Prise en gage d'actions, de parts bénéficiaires ou de certificats propres.	1412	[Sous-section 2/1. Assemblée générale écrite]	1418
<i>Section 3. Financement de l'acquisition des actions, des parts bénéficiaires ou des certificats de la société par un tiers</i>	1412	Sous-section 3. Participation à l'assemblée générale	1419
<i>Section 4. Procédure de sonnette d'alarme.</i>	1412	<i>Section 2. L'assemblée générale ordinaire</i>	1419
Titre 6. Durée et dissolution.	1413	Chapitre 2. Administration	1419
Titre 7. Dispositions pénales.	1413	<i>Section 1. Administration et représentation</i>	1419
Livre 8. Agrément de sociétés	1413	<i>Section 2. [...]</i>	1419
Titre 1. L'agrément comme groupement forestier.	1413	Titre 3. Libéralités.	1419
Titre 2. L'agrément comme entreprise agricole	1413	Livre 11. Fondations	1419
Titre 3. L'agrément de la société coopérative, comme entreprise sociale ou non	1413	Titre 1. Dispositions générales	1419
Titre 4. Dissolution judiciaire	1414	Chapitre 1. Dispositions introductives	1419
Partie 3. Les associations et les fondations 1414		Chapitre 2. Nullité	1420
Livre 9. ASBL	1414	Titre 2. Organes	1420
Titre 1. Dispositions générales	1414	Chapitre 1. Administration	1420
Chapitre 1. Dispositions introductives	1414	<i>Section 1. Composition</i>	1420
Chapitre 2. Membres et registre des membres	1414	<i>Section 2. Pouvoirs et fonctionnement</i>	1420
Chapitre 3. Nullité	1414	<i>Section 3. Gestion journalière</i>	1421
Titre 2. Organes	1415	Titre 3. Libéralités.	1421
Chapitre 1. Administration	1415	Titre 4. Fondations étrangères	1421
<i>Section 1. Composition</i>	1415	Partie 4. Restructuration et transformation 1421	
<i>Section 2. Pouvoirs et fonctionnement</i>	1415	Livre 12. Restructuration de sociétés.	1421
<i>Section 3. Gestion journalière</i>	1415	Titre 1. Dispositions introductives et définitions	1421
<i>Section 4. Dépassement de l'objet</i>	1416	Chapitre 1. Disposition introductive	1421
Chapitre 2. L'assemblée générale des membres	1416	Chapitre 2. Définitions	1421
<i>Section 1. Dispositions communes</i>	1416	<i>Section 1. Fusions</i>	1421
Sous-section 1. Compétences	1416	<i>Section 2. Scissions</i>	1422
Sous-section 2. Convocation de l'assemblée générale	1416	<i>Section 3. Opérations assimilées</i>	1422
[Sous-section 2/1. Assemblée générale écrite]	1416	<i>Section 4. Apports d'universalité ou de branche d'activités</i> 1422	
Sous-section 3. Participation à l'assemblée générale	1416	Titre 2. La réglementation des fusions, scissions et opérations assimilées	1422
Sous-section 4. Tenue de l'assemblée générale	1417	Chapitre 1. Dispositions communes	1422
<i>Section 2. L'assemblée générale ordinaire</i>	1417	<i>Section 1. Fusion ou scission de sociétés en liquidation ou en faillite.</i>	1422
<i>Section 3. L'assemblée générale extraordinaire.</i>	1417	<i>Section 2. Effets juridiques de la fusion ou de la scission</i>	1422
Titre 3. Libéralités.	1417	<i>Section 3. Opposabilité de la fusion ou de la scission</i>	1423
Titre 4. Démission et exclusion de membres.	1417	<i>Section 4. Fixation de sûretés</i>	1423
Titre 5. Agrément de l'ASBL comme union professionnelle	1417	<i>Section 5. Responsabilité</i>	1423
Titre 6. Associations étrangères	1418	<i>Section 6. Nullité de la fusion ou de la scission</i>	1424
Livre 10. AISBL	1418	Chapitre 2. Procédure à suivre lors de la fusion de sociétés	1424
Titre 1. Dispositions générales	1418	<i>Section 1. Procédure de fusion par absorption.</i>	1424
		<i>Section 2. Procédure de fusion par constitution d'une nouvelle société.</i>	1427
		<i>Section 3. Procédure des opérations assimilées à la fusion par absorption.</i>	1430
		Chapitre 3. Procédure à suivre lors de la scission de sociétés	1432
		<i>Section 1. Procédure de scission par absorption.</i>	1432
		<i>Section 2. Procédure de scission par constitution de nouvelles sociétés.</i>	1436

Section 3. Procédure de scission mixte.	1439	Titre 4. Transformation des associations.	1453
Titre 3. Apports d'universalité ou de branche d'activité.	1440	Chapitre 1. Transformation nationale.	1453
Chapitre 1. Procédure.	1440	Chapitre 2. Transformation transfrontalière.	1454
Chapitre 2. Effets juridiques.	1440	Section 1. Dispositions introductives.	1454
Chapitre 3. Opposabilité.	1441	Section 2. Emigration.	1454
Chapitre 4. Fixation de sûretés.	1441	Sous-section 1. Formalités précédant la décision de transformation transfrontalière.	1454
Chapitre 5. Responsabilité.	1441	Sous-section 2. Décision de transformation transfrontalière.	1454
Chapitre 6. Apport effectué par une personne physique.	1441	Section 3. Immigration.	1455
Chapitre 7. Sanction.	1441	Titre 5. Transformation de fondations.	1455
Titre 4. Des cessions d'universalité ou de branche d'activité.	1441	Chapitre 1. Transformation nationale.	1455
Titre 5. Dispositions d'exception.	1441	Chapitre 2. Transformation transfrontalière.	1455
Titre 6. Règles spécifiques concernant les fusions transfrontalières et opérations assimilées.	1442	Section 1. Dispositions introductives.	1455
Chapitre 1. Dispositions communes.	1442	Section 2. Emigration.	1455
Section 1. Disposition introductive.	1442	Sous-section 1. Formalités précédant la décision de transformation transfrontalière.	1455
Section 2. Rémunération de l'apport.	1442	Sous-section 2. Décision de transformation transfrontalière.	1456
Section 3. Effets juridiques de la fusion transfrontalière.	1442	Section 3. Immigration.	1456
Section 4. Opposabilité de la fusion transfrontalière.	1442	Partie 5. Les formes légales européennes.	1456
Section 5. Nullité de la fusion transfrontalière.	1442	Livre 15. La société européenne.	1456
Chapitre 2. Procédure à suivre lors de la fusion transfrontalière de sociétés.	1442	Titre 1. Dispositions générales.	1456
Livre 13. Restructuration d'associations et de fondations.	1446	Chapitre 1. Définitions et droit applicable.	1456
Titre 1. La réglementation des fusions et scissions.	1446	Chapitre 2. Siège.	1457
Chapitre 1. Dispositions générales.	1446	Titre 2. Constitution.	1457
Chapitre 2. Conditions et procédures à suivre.	1446	Chapitre 1. Constitution par voie de fusion.	1457
Chapitre 3. Opposabilité aux tiers.	1447	Section 1. Disposition introductive.	1457
Chapitre 4. Fixation des sûretés.	1447	Section 2. Procédure.	1457
Chapitre 5. Nullité de l'opération.	1447	Section 3. Contrôle de la légalité.	1457
Titre 2. Apports à titre gratuit d'universalité ou de branche d'activité.	1447	Section 4. Immatriculation et publicité.	1457
Livre 14. Transformation des sociétés, des associations et des fondations.	1448	Chapitre 2. Constitution par voie de holding.	1457
Titre 1. Transformation des sociétés.	1448	Chapitre 3. Transformation d'une société anonyme en SE.	1457
Chapitre 1. Disposition générale.	1448	Chapitre 4. Participation à une SE par une société ayant son administration centrale en dehors de l'Union européenne.	1457
Chapitre 2. Transformation nationale.	1448	Titre 3. Administration.	1457
Section 1. Disposition introductive.	1448	Chapitre 1. Disposition générale.	1457
Section 2. Formalités précédant la décision de transformation d'une société.	1448	Chapitre 2. Administration moniste.	1457
Section 3. Décision de transformation.	1448	Chapitre 3. Administration duale.	1457
Section 4. Responsabilités à l'occasion de la transformation.	1449	Titre 4. Transfert du siège statutaire.	1458
Section 5. Disposition propre à la société en nom collectif.	1449	Titre 5. Comptes annuels et comptes consolidés, et contrôle de ceux-ci - Dispositions particulières applicables à l'administration duale.	1458
Chapitre 3. Transformation transfrontalière.	1450	Titre 6. Dissolution et liquidation.	1458
Section 1. Dispositions introductives.	1450	Titre 7. Transformation d'une SE en SA.	1458
Section 2. Emigration.	1450	Titre 8. Dispositions pénales.	1458
Sous-section 1. Formalités précédant la décision de transformation transfrontalière.	1450	Livre 16. La société coopérative européenne.	1458
Sous-section 2. Décision de transformation transfrontalière.	1450	Titre 1. Dispositions générales.	1458
Section 3. Immigration.	1451	Chapitre 1. Définitions et droit applicable.	1458
Titre 2. Transformation d'une société en ASBL ou en AISBL.	1451	Chapitre 2. Siège.	1458
Titre 3. Transformation d'une ASBL en SCES agréée ou en SC agréée comme ES.	1452	Chapitre 3. Membres investisseurs.	1459
		Titre 2. Constitution.	1459
		Chapitre 1. Constitution par voie de fusion.	1459
		Section 1. Disposition introductive.	1459
		Section 2. Procédure.	1459
		Section 3. Contrôle de la légalité.	1459

<i>Section 4. Immatriculation et publicité</i>	1459	Sous-section 1. Règles particulières aux frais d'établissement	1482
Chapitre 2. Transformation d'une société coopérative en société coopérative européenne	1459	Sous-section 2. Règles particulières relatives aux immobilisations incorporelles	1482
Chapitre 3. Participation à une SCE d'une société dont l'administration centrale ne se trouve pas sur le territoire de l'Union européenne	1459	Sous-section 3. Règles particulières relatives aux immobilisations corporelles	1483
Titre 3. Organes	1459	Sous-section 4. Règles particulières relatives aux immobilisations financières	1483
Chapitre 1. Administration	1459	Sous-section 5. Règles particulières relatives aux créances à plus d'un an et à un an au plus	1484
<i>Section 1. Disposition générale</i>	1459	Sous-section 6. Règles particulières relatives aux stocks	1484
<i>Section 2. Administration moniste</i>	1459	Sous-section 7. Règles particulières relatives aux commandes en cours d'exécution	1484
<i>Section 3. Administration duale</i>	1459	Sous-section 8. Règles particulières relatives aux placements de trésorerie et aux valeurs disponibles	1484
Chapitre 2. Droit de vote	1460	Sous-section 9. Règles particulières relatives aux impôts différés	1485
Chapitre 3. Assemblées de section ou de branche	1460	Sous-section 10. Règles particulières relatives aux dettes	1485
Titre 4. Capital et actions	1460	Sous-section 11. Règles particulières relatives aux éléments acquis dans le cadre d'une fusion, d'une scission ou d'une opération y assimilée	1485
Titre 5. Transfert du siège statutaire	1460	Sous-section 12. Règles particulières relatives aux éléments acquis dans le cadre d'un apport de branche d'activité ou d'une universalité de biens	1485
Titre 6. Comptes annuels et comptes consolidés, et contrôle de ceux-ci - Dispositions particulières applicables à l'administration duale	1460	Chapitre 3. Structure des comptes annuels	1485
Titre 7. Dissolution et liquidation	1460	Chapitre 4. Publicité des comptes annuels et des comptes consolidés	1487
Titre 8. Transformation d'une SCE en SC	1460	<i>Section 1. Présentation des comptes annuels et des comptes consolidés dont le Code des sociétés et des associations prescrit le dépôt</i>	1487
Titre 9. Dispositions pénales	1461	Sous-section 1. Etablissement des comptes annuels dont le Code des sociétés et des associations prescrit la publicité	1487
Livre 17. Le parti politique européen et la fondation politique européenne	1461	Sous-section 2. Etablissement des comptes consolidés des sociétés dotées de la personnalité juridique dont le Code des sociétés et des associations prescrit la publicité	1487
Titre 1. Le parti politique européen	1461	<i>Section 2. Publicité</i>	1487
Titre 2. La fondation politique européenne	1461	Titre 2. Comptes annuels et comptes annuels consolidés de sociétés avec personnalité juridique: dispositions particulières	1490
Livre 18. Le groupement européen d'intérêt économique	1462	Chapitre 1. Comptes annuels	1490
Titre 1. Dispositions générales	1462	<i>Section 1. Règles d'évaluation: dispositions particulières</i>	1490
Chapitre 1. Définition et droit applicable	1462	<i>Section 2. Forme et contenu des comptes annuels</i>	1491
Chapitre 2. Membres	1462	Sous-section 1. Comptes annuels complets	1491
Chapitre 3. Ester en justice	1462	Sous-section 2. Comptes annuels abrégés	1496
Chapitre 4. Administration	1462	Sous-section 3. Microschéma des comptes annuels	1498
Titre 2. Disposition de droit social	1462	Sous-section 4. Contenu de certaines rubriques	1499
Titre 3. Dispositions fiscales	1462	<i>Section 3. Dispositions diverses et transitoires</i>	1505
Annexe. Tableau de concordance	1463	Chapitre 2. Comptes annuels consolidés	1506
Arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des sociétés et des associations	1475	<i>Section 1. Périmètre de consolidation</i>	1506
Livre 1. Constitution et formalités de publicité	1475	<i>Section 2. Principes généraux</i>	1506
Livre 2. Procédure de consignation et sort des actifs en cas de dissolution judiciaire	1478	<i>Section 3. Règles d'évaluation</i>	1507
Titre 1. Dissolution judiciaire des sociétés	1478		
Titre 2. Dissolution judiciaire des associations	1478		
Livre 3. Comptes annuels, comptes consolidés et formalités de publicité	1479		
Titre 1. Règles communes aux sociétés dotées de la personnalité juridique, ASBL, AISBL et fondations	1479		
Chapitre 1. Principes généraux	1479		
Chapitre 2. Règles d'évaluation	1479		
<i>Section 1. Principes généraux</i>	1479		
<i>Section 2. Valeur d'acquisition - Principes</i>	1480		
<i>Section 3. Amortissements et réductions de valeur</i>	1481		
<i>Section 4. Provisions</i>	1482		
<i>Section 5. Plus-values de réévaluation</i>	1482		
<i>Section 6. Règles particulières</i>	1482		

<i>Section 4. Méthodes de consolidation</i>	1508	Livre 7. La société à responsabilité limitée, la société coopérative et la société anonyme	1535
Sous-section 1. Principes généraux	1508	<i>Titre 1. Offre de reprise pour la société à responsabilité limitée et la société anonyme</i>	1535
Sous-section 2. La consolidation par intégration globale	1508	<i>Titre 2. Registre électronique des titres pour la société à responsabilité limitée, la société coopérative et la société anonyme</i>	1536
Sous-section 3. La consolidation par intégration proportionnelle	1510	Livre 8. La société à responsabilité limitée cotée au sens de l'article 1:1 du Code des sociétés et des associations et la société anonyme	1538
<i>Section 5. La mise en équivalence</i>	1510	<i>Titre 1. Le caractère public d'une sollicitation de procuration</i>	1538
<i>Section 6. Forme et contenu des comptes annuels consolidés</i>	1510	<i>Titre 2. Acquisition de titres propres par les sociétés cotées et les sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un MTF.</i>	1538
Sous-section 1. Principes généraux	1510	Livre 9. Dispositions diverses.	1540
Sous-section 2. Comptes annuels consolidés	1511	<i>Titre 1. Dispositions abrogatoires.</i>	1540
Sous-section 3. Contenu de certaines rubriques des comptes consolidés	1514	<i>Titre 2. Dispositions modificatives</i>	1540
Titre 3. Comptes annuels des ASBL, AISBL et fondations autres que celles visées par les articles 3:47, § 2, et 3:51, § 2, du Code des sociétés et des associations: dispositions particulières.	1514	Chapitre 1. Modification de l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif aux offres publiques de reprise.	1540
Chapitre 1. Comptes annuels.	1514	Chapitre 2. Modification de l'arrêté royal du 21 octobre 2018 portant exécution des articles III.82 à III.95 du Code de droit économique.	1540
<i>Section 1. Règles d'évaluation: dispositions particulières</i>	1514	Chapitre 3. Modification de l'arrêté royal du 24 décembre 1934 relatif à l'application des lois sur la dépossession involontaire de titres au porteur	1541
<i>Section 2. Forme et contenu des comptes annuels</i>	1515	Titre 3. Entrée en vigueur	1542
Sous-section 1. Bilan social	1515	Titre 4. Disposition d'exécution	1542
Sous-section 2. Comptes annuels selon le schéma complet	1515	Annexe 1. Formulaire I de demande d'immatriculation (volets A et C) et de publication dans les Annexes au Moniteur belge (volet B).	1543
Sous-section 3. Comptes annuels abrégés	1519	Annexe 2. Formulaire II de demande d'inscription modificative de l'immatriculation dans la BCE	1547
Sous-section 4. Microschéma des comptes annuels.	1521	Annexe 3. Sociétés - comptes annuels selon le schéma complet: schéma du bilan et du compte de résultats	1549
Sous-section 5. Contenu de certaines rubriques.	1522	Annexe 4. Sociétés - comptes annuels selon le schéma abrégé et le microschéma: schéma du bilan et du compte de résultats	1550
Chapitre 2. Dispositions diverses	1528	Annexe 5. Comptes consolidés: schéma du bilan et du compte de résultats	1551
Titre 4. Comptes annuels des ASBL, AISBL et fondations qui tiennent une comptabilité simplifiée.	1529	Annexe 6. Associations et fondations - comptes annuels complets: schéma du bilan et du compte de résultats	1552
Chapitre 1. Généralités	1529	Annexe 7. Associations et fondations - comptes annuels selon le schéma abrégé ou le microschéma: schéma du bilan et du compte des résultats	1554
Chapitre 2. Règles d'évaluation	1529	Annexe 8. Schéma des comptes annuels des associations et fondations qui tiennent une comptabilité simplifiée.	1555
Chapitre 3. Forme et contenu des comptes annuels.	1529	Annexe 9. Tableau de concordance.	1556
Chapitre 4. Publicité	1530		
Livre 4. Présentation aux conseils d'entreprise de candidats à la mission de commissaire ou de réviseur d'entreprises	1531		
Livre 5. Le bilan social	1532		
<i>Titre 1. Principes généraux</i>	1532		
<i>Titre 2. Contenu bilan social</i>	1532		
<i>Titre 3. Contenu du bilan social pour les petites sociétés, les petites ASBL, AISBL et fondations</i>	1533		
<i>Titre 4. Contenu de certaines rubriques du bilan social</i>	1534		
Livre 6. Le rapport sur les paiements aux gouvernements	1534		
<i>Titre 1. Définitions</i>	1534		
<i>Titre 2. Contenu du rapport sur les paiements aux gouvernements</i>	1534		
<i>Titre 3. Contenu du rapport consolidé sur les paiements aux gouvernements</i>	1535		